

CH_VB 20018055 vom 6. Dezember 1989

Bundesverwaltung, 1989-12-06, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb__td_class__metadataCell__20018055__td_

FR: CH_VB 20018055 du 6 décembre 1989

IT: CH_VB 20018055 del 6 dicembre 1989

Erwägungen

E. 6

décembre 1989 Die verschiedenen Amtsstellen haben ihre Informationen besser zu vernetzen und die Möglichkeiten der Informatisierung vermehrt zu nutzen. In der zuständigen Abteilung sind die Strukturen allgemein auf ihre Effektivität zu prüfen. Texte du postulat du 22 novembre 1989 Le Conseil fédéral est prié de prendre les mesures suivantes: 1. La Suisse doit renforcer son action sur tous les plans afin de faciliter les procédures internationales d'entraide judiciaire, en Europe notamment, et d'éliminer les obstacles inutiles. Il convient d'examiner dans quelle mesure il serait possible d'autoriser des contacts directs entre autorités étrangères requérantes et autorités suisses requises et, par conséquent, d'assouplir les voies hiérarchiques. 2. La procédure de recours en matière d'entraide judiciaire doit devenir plus cohérente et mieux coordonnée; il faut éviter les voies de recours parallèles faisant double emploi. Il sied de donner à la Confédération la possibilité de se saisir, à certaines conditions, de la procédure d'entraide judiciaire lorsque celle-ci est complexe ou concerne plusieurs cantons à la fois, ou lorsqu'un canton tarde à trancher. 3. Il y a lieu de prendre des mesures d'organisation contribuant à faciliter et améliorer la collaboration entre les sections de l'entraide judiciaire internationale et de l'extradition de l'OFP, d'une part, et le Bureau central de police du Ministère public fédéral, d'autre part. Les différents offices et services seront tenus de mieux faire circuler leurs informations et de faire un usage accru de l'informatique. Au sein de la division compétente en matière d'entraide judiciaire, il y a lieu d'examiner l'efficacité des structures. Ad 89.006 Postulat 3 der Kommission Erteilung von Visa Postulat 3 de la commission Délivrance de visas Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989 Der Bundesrat wird beauftragt, der Bundesversammlung zur Visumpflicht einen umfassenden Bericht zu erstatten und zu prüfen, inwieweit die Praxis der Erteilung von Visa geändert werden muss. Namentlich sollen Missbräuche verhindert werden. Nur in begründeten Ausnahmefällen sollen Visa an Einwohner von Drittstaaten erteilt werden. Texte du postulat du 22 novembre 1989 Le Conseil fédéral est prié d'établir à l'attention de l'Assemblée fédérale un rapport complet sur l'obligation du visa et d'examiner dans quelle mesure il faut modifier la pratique relative à la délivrance de visas. Il importe notamment d'éviter les abus. Des visas ne seront délivrés à des résidents d'Etats tiers que dans des cas exceptionnels dûment justifiés. Ad 89.006 Postulat 4 der Kommission Aktenführung und Aktenablage Postulat 4 de la commission Gestion des dossiers Wortlaut des Postulates vom 22. November 1989 Der Bundesrat wird ersucht, namentlich bei Verfahrensakten die Aktenführung und Aktenablage in der Bundesverwaltung zu überprüfen und die nötigen Verbesserungen anzuordnen. Texte du postulat du 22 novembre 1989 Le Conseil fédéral est prié de réexaminer la tenue et le classement des dossiers, notamment des dossiers de procédure, au sein de l'administration fédérale et d'ordonner les améliorations nécessaires. Ordnungsantrag Stamm Die Redezeit sei bei der Puk-Debatte für Einzelredner auf

E. 10

Es muss eine neue Drogenpolitik her. Die bisherige Drogenpolitik hat zu nichts anderem geführt als zu einer Zunahme der Süchtigen und zu einer finanziellen Alimentierung des organisierten Verbrechens im Drogenbereich. Die LdU/EVP-Fraktion unterstützt die Puk-Vorschläge. Um diese Ziele zu erreichen, schlagen wir Ihnen noch drei weitere Massnahmen vor: 1. die Annahme der Motion Jaeger, die eine Neugestaltung der Bundesanwaltschaft vorschlägt; 2. die Wahl des Bundesanwaltes durch die Bundesversammlung - ein Vorschlag, der früher schon gemacht worden ist, der aber heute von brennender Aktualität ist -; 3. als Wichtigstes die Einsetzung einer Ueberwachungskommission dieses Parlamentes. Diese soll den Nachrichtendienst und die Bundesanwaltschaft, vor allem den Staatsschutz, überwachen. Es geht um eine Feuermelderfunktion. Wir schlagen Ihnen vor, von jeder Fraktion ein vertrauenswürdiges Mitglied abzudelegieren. Diese politische Kontrolle ist unbedingt nötig. Andere Demokratien rund um uns herum haben ähnliche Sicherungen seit langem eingeführt. Dieser Vorstoss steht nicht im Gegensatz zum Vorschlag der Puk, die Ihnen vorschlägt, die GPK für Sonderfälle mit Sondervollmachten auszustatten: das ist der Brandlöscher. Die GPK muss die Möglichkeit erhalten, sich in speziellen Fällen zusammenzutun und in Geheimbereichen Inspektionen vorzunehmen. Unsere Vorschläge sind aber als Ergänzung zu den Vorschlägen der Puk zu erachten. Noch eine Anregung an unsere Juristen: Wir glauben, dass wir überlegen sollten, ob wir eine Kronzeugenregelung einführen müssen. Wenn Sie das organisierte Verbrechen bekämp-

6. Dezember 1989 N 1997 Vorkommnisse im EJPD

fen wollen, müssen Sie die Möglichkeit erhalten, jemanden aussagen zu lassen, ohne dass er sich belastet. Die Puk hat in zwei, drei Fällen erlebt, dass Leute nicht aussagen konnten oder wollten, weil sie sich mit einer Aussage belastet hätten. Dabei ging es immer um das organisierte Verbrechen. Ich fürchte, dass wir hier zu der Regelung kommen müssen, dass wir diese Leute aussagen lassen müssen, ohne dass sie sich belasten, wenn wir das organisierte Verbrechen wirklich bekämpfen wollen. Auch hier müssten wir uns, vielleicht im Bereich der Gesetzgebung, neue Instrumente geben und neue Wege evaluieren.

M. Darbellay: Nous avons à discuter aujourd'hui d'un important rapport établi avec sérieux et il est peut-être utile, au début de cette discussion, de rappeler la tâche qui avait été confiée à la commission et qui est, par la même occasion, l'objet de la discussion de ce jour. La commission devait mener une enquête sur la manière dont a été dirigé le Département fédéral de justice et police, spécialement l'année dernière, lors des événements qui ont amené à la démission de Mme Kopp. Il devait ensuite élucider les activités des autorités et des divers services en ce qui concerne la lutte contre l'argent sale, contre le commerce de drogue et contre le crime organisé. En troisième lieu, il avait à relever les défauts éventuels de notre organisation politique et à proposer les améliorations à apporter. Or, bizarrement, si l'on se réfère à une certaine presse et à certains groupes extrémistes, il semble que l'on aurait tendance aujourd'hui à se tromper de cible. A l'occasion, M. Koller, conseiller fédéral, a été très largement pris à partie; on est même allé absurdement jusqu'à demander sa tête. On pouvait craindre que, dans le Parlement, on imite cette attitude et certains comportements lors de l'heure des questions de lundi soir pouvaient attiser ces craintes. J'avais l'intention de faire une déclaration ici à ce propos, mais j'y renonce puisque l'élection qui a été accordée tout à l'heure par cette assemblée à M. Koller, conseiller fédéral, comme président de la Confédération, montre très largement la confiance qui lui est faite et qui est de nature à éliminer, à faire oublier tous les autres incidents. Cette confiance est d'ailleurs largement

méritée et le rapport que nous avons à étudier nous le rappelle. M. Koller a toujours agi avec rapidité et discrétion. C'est le 11 décembre que M. Gerber l'informe, en qualité de remplaçant du chef du Département fédéral de justice et police, des indiscretions commises dans ce département. M. Gerber se récuse et, le lendemain déjà, le Conseil fédéral, avant la démission de Mme Kopp, sur proposition de M. Koller, désigne M. Hungerbühler comme procureur extraordinaire pour cette affaire. Dans le rapport des 10 et 11 janvier, de la main de ce même M. Hungerbühler, pour la première fois, l'on apprend l'existence du deuxième coup de téléphone. Réaction immédiate avant la deuxième démission: M. Haefliger est chargé de mener une enquête administrative. Le 28 février, il dépose son rapport intermédiaire et le 5 mars déjà - à ce moment-là M. Koller est titulaire du Département fédéral de justice et police - le Conseil fédéral prend les dispositions nécessaires. Il remet le rapport intermédiaire à la Commission d'enquête parlementaire et il ouvre une enquête disciplinaire contre M. Gerber. Cette célérité exemplaire est digne d'être relevée. M. Koller a, en outre, toujours agi dans le respect des personnes et de leurs droits, ne prenant les décisions qui s'imposent qu'au moment où l'on sait exactement à quoi s'en tenir, quels sont les reproches que l'on peut faire aux personnes concernées. Son souci constant - il vient de le répéter - a été de maintenir la confiance ou, plutôt, de recréer la confiance ébranlée, dans nos institutions et dans nos autorités. Aujourd'hui, nous devons avoir, quant à nous, exactement le même souci. C'est le but même de la Commission d'enquête parlementaire, c'est pour cela que nous l'avons désignée. Je me permets d'ajouter ici mes félicitations à celles qui viennent d'être adressées à l'égard du président et de l'ensemble de la commission pour l'excellent travail qui a été fait. Le rapport est clair, simple, sans complaisance mais il témoigne également d'une certaine retenue. On l'a déjà relevé. Certains faits nous apparaissent sous la lumière la plus crue. Nous aurons l'occasion d'y revenir ultérieurement, de nombreux orateurs s'exprimeront là-dessus. Mais il me tient à cœur de relever certains faits spécialement marquants: par exemple, le comportement de Mme Kopp, spécialement vis-à-vis de ses collaborateurs et de sa collaboratrice personnelle. Les constructions imaginées pour essayer de se disculper ont vraiment de la peine à passer et nous sommes surpris de sa manière de retenir la vérité. Nous constatons par contre avec plaisir que M. Kopp n'est pas le huitième conseiller fédéral que certains annonçaient. Nous devons toutefois relever le rôle qu'il a joué, un rôle certain, un rôle important et un rôle - je crois qu'il faut le dire - néfaste, qui a conduit Mme Kopp à sa démission. Le Ministère public nous inquiète également. La désinvolture avec laquelle il s'est occupé d'enquêter sur les sources d'argent sale, avec laquelle il s'est occupé des problèmes de drogue, des dénonciations qu'il aurait pu faire, de la collaboration avec les cantons qu'il aurait pu établir et qu'il n'a pas toujours eue. Nous sommes frappés par le déséquilibre qui existe entre la lutte contre le crime organisé, dont on a fait assez peu cas, et la protection de l'Etat. Nous sommes frappés également de la possibilité qui a été accordée à certaines personnes d'abuser de nos institutions, par exemple, par le fait d'accords fiscaux, et même de nos autorités par le fait de certaines invitations. L'imbrication, on l'a déjà dit, des diverses fonctions du Ministère public, qui doit être l'accusateur public, en même temps que le premier responsable de la police politique et le chef de la police judiciaire, pose un certain nombre de problèmes. Il faudra y remédier. Nous sommes également frappés par la collecte d'informations de la Police fédérale dont on nous dit qu'elles sont parfois anodines, inutiles, voire inexactes. Elle porte un discrédit sur une institution qui est nécessaire, qui est absolument indispensable à la sécurité de notre Etat. Nous constatons cependant aussi, avec plaisir, que l'ensemble de nos institutions n'est pas remise en

question. Nos institutions fonctionnent et elles ont fonctionné, même au moment où l'on a pu déplorer ces événements. Ce que nous vivons n'est pas une crise du régime, cela a été une crise des personnes. Il faut constater - on vient de le faire - que le Parlement, que le Conseil fédéral ont leurs responsabilités à prendre. Ils n'ont pas toujours exercé, ils n'ont pas toujours eu en main les moyens d'exercer le contrôle qui leur est attribué par la constitution et par les lois. Nous traitons des événements qui se sont produits sous la responsabilité de Mme Kopp au sein du Département fédéral de justice et police. Nous n'avons pas à refaire toute l'histoire, mais nous devons nous préoccuper aujourd'hui de prendre les dispositions pour éviter des situations semblables. Les faits douloureux qui se sont produits ne doivent pas pouvoir se reproduire. Ces responsabilités, nous parlementaires, nous devons les assumer, elles se situent à plusieurs niveaux. Il y a d'abord le problème des élections et, pour le Conseil fédéral, le problème des nominations. On l'a vu, il n'est pas indifférent de s'occuper ou non de l'entourage de la personne à élire ou à nommer. On a vu à plusieurs reprises l'influence qu'il pouvait avoir sur le comportement des personnes assumant de grandes responsabilités. Leçon pour ceux qui choisissent: avoir le souci de tenir compte également de l'entourage et leçon aussi - il faut le dire - pour l'entourage: avoir le souci du respect de la fonction de celui qui est concerné. Nous avons à nous occuper également des lois, des règlements, de l'organisation. Toute une série de propositions sont faites. Le groupe démocrate-chrétien y souscrit et nous pensons que, par cette initiative parlementaire, par ces motions, par ces postulats, on peut apporter de sérieuses améliorations à l'organisation en place. Nous constatons, en outre, que certaines dispositions ont déjà été prises, de manière à rétablir la confiance du peuple. C'est ainsi que cette session, nous avons déjà pu nous prononcer sur les problèmes de blanchissage d'argent sale. Le Conseil fédéral a agi avec célérité et nous avons suivi très rapidement. Nous avons pris connaissance, avec plaisir - et Monsieur le conseiller fédéral vient de nous le rappeler - du communiqué qui a été publié hier, donnant à chaque personne concernée, la possibilité de savoir si elle est inscrite ou non sur fiche et la

Événements survenus au DFJP 1998 N 6 décembre 1989 possibilité de consulter, moyennant l'application de certains principes, ces mêmes fiches. Nous avons également appris avec satisfaction la nomination de l'ombudsman, personne, en laquelle nous avons pleine confiance. N'oublions pas dans ces dispositions la responsabilité que nous avons vis-à-vis de tous les fonctionnaires, des hauts fonctionnaires en particulier. Ils exercent une charge difficile et le rapport montre que la plupart d'entre eux méritent notre confiance. Il ne s'agit pas de tirer à vue d'un côté ou de l'autre. Dès qu'un soupçon est adressé à l'égard d'une personne, on demande facilement sa tête. Ce n'est pas notre manière de travailler. Nous devons agir dans le respect des personnes, dans le respect de leurs droits et au moment où certains soupçons apparaissent, il s'agit de prendre les dispositions nécessaires pour faire toute la vérité et c'est seulement à ce moment-là que nous pouvons établir les mesures définitives. Nous avons commencé ce débat dans la sérénité, je pense que dans notre souci de rétablir la confiance du peuple dans ses institutions et dans ses autorités, celle-ci peut jouer ici un grand rôle. Au nom du groupe démocratique-chrétien, je vous invite à cette sérénité. Früh: Die freisinnige Fraktion dankt der Kommission für den Bericht. Die Kommission hat rasch und gründlich gearbeitet und sich auf die wesentlichen Probleme konzentriert. Es war ihre Aufgabe, den Vorwürfen gegen Elisabeth Kopp und ihr Departement nachzugehen und allfällige Missstände aufzuzeigen. Es konnte nicht darum gehen, auch all das festzuhalten, was sich in den untersuchten Bereichen vollkommen ordnungsgemäss abwickelt. Es gilt festzuhalten, dass wir eine gute Verwaltung haben und

unser demokratisches System spielt - das ist zu betonen -, ohne dass wir die aufgezeigten Fehler und Schwachstellen herunterspielen wollen. Auch Herr Bundespräsident Koller hat darauf hingewiesen. Die FDP-Fraktion dankt auch dem Bundesrat für seine aktive Mitwirkung. Mit seinen Aufträgen an die Herren Hungerbühler und Haefliger, beide bekannt als namhafte Juristen, hat er von sich aus Wesentliches zur Aufklärung von Sachverhalten beigetragen und damit das Funktionieren unseres Rechtsstaates gerade in einer Krisensituation bewiesen. Betont sei, dass die Vertreter der Freisinnigen Partei in allen Instanzen stets vorbehaltlos zu allen Abklärungen Hand geboten und nie Rücksicht darauf genommen haben, dass sich die Untersuchungen zum Teil gegen Spitzenleute ihrer Partei gerichtet haben. Was das persönliche Verhalten von Frau Kopp in der kritischen Phase nach dem 9. November 1988 betrifft, ist das Urteil der Kommission hart, aber gerecht ausgefallen. Ihr Verhalten gegenüber ihren Mitarbeitern, dem Bundesrat, der Öffentlichkeit, aber auch gegenüber ihren Parteikollegen bezüglich dieser Indiskretion ist unverständlich und leider noch gravierender, als wir ohnehin befürchtet hatten. Laut Bericht wussten bereits in der ersten Novemberhälfte zirka zehn Personen von dem Hinweis. Dennoch hat Elisabeth Kopp, trotz der offensichtlich unhaltbaren Situation, weder ihren Parteikollegen im Bundesrat noch jemanden aus unserer Fraktion orientiert. Sie hat im Gegenteil entsprechende Fragen unseres Fraktionspräsidenten verneint. Es ist offensichtlich, dass Frau Kopp und ihr nächstes und nächstes Umfeld die Tatsachen uns allen gegenüber systematisch verheimlicht und heruntergespielt haben, um die Wahl ins Vizepräsidium des Bundesrates nicht zu gefährden. Wir bedauern diese Vorfälle wie alle in diesem Saal. Die politischen Konsequenzen wurden gezogen. Die juristische Beurteilung, ob das Telefongespräch als Amtsgeheimnisverletzung zu betrachten ist, ist vom Bundesgericht vorzunehmen. Unabhängig davon, was aus dem richterlichen Verfahren als Urteil resultieren wird: Mehr bestraft als Frau Kopp ohnehin bestraft worden ist und durch den Puk-Bericht bestraft wird, mehr bestraft werden kann sie nicht. Nie zuvor in der Geschichte des Bundesstaates ist eine Magistratsperson innert kürzester Frist von derartigen Höhen in derart tiefste Tiefen gefallen. Dennoch ist zu betonen, dass auch der Bericht Frau Kopp attestiert, «unserem Lande nach bestem Wissen gedient und ihr Amt kompetent und umsichtig und mit Engagement geführt zu haben». Weiter stellt die Puk fest: «Für ihre Fehler, die zu ihrem Rücktritt führten, hat sie die politische und rechtliche Verantwortung zu übernehmen. Doch dürfen diese für eine gerechte Beurteilung nicht nur für sich allein betrachtet werden, sondern sind auch in ein Verhältnis zum geleisteten Einsatz zum Wohle unseres Landes zu setzen.» Im Zusammenhang mit dem Rücktritt von Elisabeth Kopp wurden schwerwiegende Vorwürfe an ihrer Amtsführung erhoben. So wurde behauptet, sie habe unter massgeblichem Einfluss aus Wirtschaftskreisen gehandelt. Man sprach sogar von einem Schattenkabinett, das sie beraten habe. Von verschiedener Seite wurde auch immer wieder behauptet, ihr Ehemann habe sehr starken Einfluss auf ihre Amtsführung ausgeübt. Die Puk ist diesen gravierenden Vorwürfen nachgegangen und kommt zum Schluss, dass sie sich als nicht stichhaltig erweisen. Wohl hat die Puk Fehler und Schwachstellen aufgezeigt, die aber in keinem Verhältnis zu den erhobenen Vorwürfen stehen. So trifft es unter anderem nicht zu, dass Frau Elisabeth Kopp die Schaffung eines Geldwäschereiartikels verschleppt oder Akten vernichtet hat oder gar, wie ihr vorgeworfen wurde, selbst in Geldwäscherei verwickelt war. Die Puk stiess aber auf Fehler, auf Versäumnisse und Unzulänglichkeiten in wichtigen Bereichen des Departementes. Im Zentrum der Vorwürfe steht, dass Bundesanwaltschaft und Bundespolizei sich teils von überholten Bedrohungsbildern leiten lassen und diese den

neuen Erscheinungsformen des internationalen Verbrechens, beim Drogen- und Waffenhandel und beim Auftauchen rechtsextremistischer Umtriebe, nicht angepasst haben. In diesem Zusammenhang wird auch die mehr als fragwürdige Praxis der Führung der zentralen Registratur der Bundespolizei bemängelt. Dieser Kritik schliesst sich die FDP-Fraktion an. Die politische Verantwortung dafür tragen allerdings seit Jahrzehnten der Bundesrat und mit ihm wir, das Parlament. Auch die laufende Überprüfung und Anpassung des Bedrohungsbildes und der Konzeption des Staatsschutzes sind nicht Aufgaben allein von Bundesanwaltschaft und Bundespolizei. Dass der Staatsschutz nicht ohne polizeiliche Recherchen und eine entsprechende Dokumentation auskommt, liegt auf der Hand. Was sich aber auf der Verwaltungsebene der Bundesanwaltschaft abgespielt hat, gehört mindestens teilweise in den Bereich von Uebertreibungen bis hin zu Dilettantismus. Der Vorsteher des EJPD hat denn auch vergangene Woche mitgeteilt, dass die Registratur der Bundespolizei zum Teil stümperhaft angelegt sei und dass Verbesserungen bereits eingeleitet worden seien. Herr Bundesrat Koller hat diesbezügliche Versprechungen ja heute morgen auch abgegeben. Die Kritik darf allerdings auch nicht einfach pauschal erhoben werden, denn in verschiedener Hinsicht hat die Bundespolizei gut gearbeitet. Es ist im übrigen erstaunlich, dass die Subkommission der GPK, die vor zwei Jahren eben diesen Dienstzweig untersucht hat, den nun beanstandeten Missständen nicht schon damals Einhaltung geboten hat. Im Lichte der Feststellungen der Puk zeigt sich, dass schon früher etwelche Beamte ohne Schaden für dringendere Aufgaben - namentlich für die Bekämpfung des Drogenhandels - hätten versetzt werden können. Schliesslich geht es darum, zu den einzelnen Vorschlägen der Puk Stellung zu nehmen. Mit einigen wenigen Vorbehalten, denen bei der vorgesehenen Legiferierung Rechnung getragen werden kann, stimmt unsere Fraktion grossmehrheitlich den Anträgen der Parlamentarischen Untersuchungskommission zu. Wir unterstützen die Absicht des Bundesrates, die notwendigen Verbesserungen und Reorganisationen speditiv an die Hand zu nehmen. M. Petitpierre: J'enchaîne en langue française, comme porte-parole de mon groupe, sur ce que vient de dire M. Früh et j'aimerais mettre en évidence quelques autres enseignements que nous tirons du rapport que vous connaissez. En ce qui concerne l'administration et ses membres, celle du Ministère public en particulier, il faut savoir distinguer d'une

6. Dezember 1989 N 1999 Vorkommnisse im EJPD part, entre la critique objective des comportements jugés inadaptés aux circonstances et à l'évolution, et d'autre part, la recherche des griefs individuels ainsi que des responsabilités personnelles. Cette distinction s'impose à notre sens pour deux sortes de motifs: d'abord, les motifs qui relèvent de l'équité. On ne peut pas jeter la pierre à tous ceux qui ont, de bonne foi, suivi une routine, des pratiques qui n'étaient pas remises - à tort, mais c'est un autre problème - sérieusement en question par les différentes politiques et, parmi elles, je compte, naturellement, le Parlement. L'équité nous oblige également à éviter la brutalité d'un jugement d'ensemble sur ceux qui ont servi et servent au sein du Ministère public comme si tout ce qui s'y est fait et tout ce qui s'y fait devait être marqué d'une même réprobation. L'équité nous oblige au contraire à reconnaître le succès de nombre d'actions pleinement réussies et le sérieux et les compétences de ceux qui les ont accomplies. Deuxième série de motifs: les motifs liés au souci de l'efficacité, à la volonté de corriger les défauts constatés. Les insuffisances relevées dans l'activité du Ministère public ont leur source dans un état d'esprit, dans des habitudes figées qui ont empêché l'adaptation en temps utile des principes de l'action. Il serait dangereux pour l'avenir de se contenter aujourd'hui de parler d'une crise. Les crises

sont faites pour passer, au risque qu'en définitive rien n'ait vraiment changé. Il serait, pour les mêmes motifs, dangereux de désigner des victimes expiatoires que l'on sacrifierait à l'esprit du moment. Il faut au contraire prendre la peine de voir ce qui, au-delà de telle ou telle personne, a compromis le bon fonctionnement du Ministère public. Deux éléments sont prépondérants. Le premier: tout organisme insuffisamment contrôlé est menacé de ne pas savoir s'adapter aux changements, de ne pas s'autocorriger. Le sentiment que le secret pourrait toujours être opposé aux investigations trop poussées a dû jouer un rôle négatif dans ce sens, tandis que l'autorité politique, gouvernement et Parlement, montrait singulièrement peu de curiosité et peu d'insistance à exercer sa fonction de surveillance. Un deuxième élément s'y ajoute: la protection de l'Etat est de nature à donner à ceux qui s'y consacrent l'illusion que son caractère quasiment sacré les met, par définition, à côté, sinon au-dessus, des lois qui gouvernent le commun, que la noblesse de la cause justifie a priori toutes les façons de faire. Ces dangers nécessairement liés à la protection de l'Etat appellent d'autres précautions que quelques sanctions ou quelques changements à des postes de responsabilité. Ils réclament un changement de mentalité. La protection de l'Etat est une nécessité que l'on ne peut contester. C'est la servir que de s'assurer que son champ soit suffisamment ouvert, que les risques nouveaux soient reconnus à temps, qu'elle ne recoure pas à des moyens qui contreviennent aux règles de l'Etat démocratique qu'elle a pour première mission de renforcer et de sauvegarder. Il existe, on l'a dit tout à l'heure, une tension fertile entre les exigences de l'efficacité de la défense de l'Etat contre la criminalité, contre les dangers politiques, et les exigences de la légalité de l'action étatique et de la protection de la personnalité. Cette tension est fertile parce qu'elle oblige les agents de l'Etat à la sévérité sur les critères de leurs décisions et de leurs actions et parce qu'elle contribue à prévenir les abus. Aux craintes de ceux qui voient déjà compromises les activités de sécurité du Ministère public, aux critiques de ceux qui, à l'inverse, préconisent la suppression de ces activités au nom des droits de la personnalité, la réponse doit être la même: redonnons à un contrôle politique suivi et au respect de règles juridiques reconnues leur pleine place! Cela ne remet pas en cause la nécessité de rassembler des informations qui peuvent se révéler sans pertinence mais cela assure que, dans cette hypothèse, ces informations ne seront pas utilisées de façon nuisible. Si nous y parvenons, cela sera un des résultats positifs d'événements qui, pour beaucoup, resteraient sans cela marqués par l'amertume et la défiance.

Frau Bär: Vor zehn Monaten, bei Einsetzung der Puk, war mir klar, dass wir vor einer aufwendigen Arbeit stehen. Die Realität und die politische Dimension haben die Vorstellungen aber rasch überholt. Die Untersuchungen wurden für mich zu einem juristischen, zu einem realpolitischen und zu einem psychologischen Intensivkurs. Um so gespannter war ich auf die Reaktionen der Öffentlichkeit und der Parlamentsmitglieder auf den Bericht. Einige Schwachstellen und Fehler habe die Puk aufgedeckt, sagen die einen. Die ändern sprechen von einem Skandal und denken dabei an die Bundespolizei. Für die grüne Fraktion stimmen beide Aussagen, aber beide zusammen genügen nicht. National- und Ständerat und Bundesrat stehen vor einer der grossen Bewährungsproben seit Bestehen unseres Bundesstaates. Wir haben eine Vertrauenskrise. In weiten Teilen der Bevölkerung ist das Vertrauen in die staatlichen Institutionen nicht mehr vorhanden. Deshalb müssen wir von einer Krise des Staates sprechen. Die Situation nicht beschönigen zu wollen, ist ein erster Schritt zu ihrer Bewältigung. Kein Krisenbewusstsein entwickeln, hiesse die Krise verschärfen, ebenso wie das mangelnde Unrechtsbewusstsein der Hauptbetroffenen bis zum heutigen Tage die Krise verschärft. Verharmlosende Sprachregelungen sind jetzt fehl am Platz. Die Versuchung ist gross,

nach dieser Debatte zur Tagesordnung überzugehen. Den Fall Kopp als tragischen Einzelfall zu deklarieren und bei der Bundespolizei den Kopf des Chefs zu fordern, sind keine der Situation angepassten Reaktionen. Ja, hier kommt sogar der Verdacht auf, man bringe Personalopfer, um nichts Grundsätzliches ändern zu müssen. Für die grüne Fraktion gilt heute mehr denn je, was wir im Januar bei Einsetzung der Puk festgehalten haben: Unser ganzes politisches System steht auf dem Prüfstand, oder vielmehr, es sitzt auf der Anklagebank. Die negativen Seiten des vielgerühmten geldsparenden Milizsystems sind offengelegt. Die enge Verflechtung von Politik und Wirtschaft, auf der unser Parlamentssystem basiert, kommt uns jetzt teuer zu stehen; ebenso die fehlende Kontrollkompetenz unseres Parlaments. Angeklagt sind Mentalitäten, ist die Arroganz der Macht, ein mangelndes Demokratieverständnis und ein Mangel an politischer Kultur. Nicht das Telefongespräch von Frau Kopp mit ihrem Mann ist es, das uns erschreckt, es sind die Alltäglichkeit, die geltende Norm, die uns betroffen machen. Es sind die Wertmassstäbe, die auch in den höchsten politischen Behörden, als Richtschnur für Handeln oder für Nichthandeln gelten. Anders ausgedrückt: viel Geld, viel Ansehen und Vertrauen, viel Einfluss. Diese Richtschnur verbindet die beiden Teile des Puk-Berichtes, den Teil Rücktritt von Frau Kopp und den Teil Bundesanwaltschaft. Eine - mit dem volkstümlichen Wort - Geld-stinkt-nicht-Mentalität hat das politische Verhalten jahrelang mitgeprägt. Zum Beispiel das Abschliessen von Pauschalsteuerabkommen mit Leuten, die des Rauschgifthandels verdächtigt sind, zum Beispiel das Gewährenlassen von Firmen, die des Geldwaschens verdächtigt werden, zum Beispiel die zuvorkommende Behandlung der Gebrüder Magharian bei der Uebergabe von gefälschten Banknoten durch Schweizer Banken, aber auch das Nichthinterfragen der Tätigkeiten von Hans W. Kopp durch die Partei seiner Frau - all dies entspringt dieser Haltung. Wo aber solche Zustände zur politischen Norm gehören, muss nach Hans Saner von strukturellen Zerfallserscheinungen der Demokratie gesprochen werden, ja sogar von Korrumpiertheit des Staates: Korruption nicht im engen strafrechtlichen Sinn und nicht als Verfehlung eines einzelnen Beamten zu seiner persönlichen Bereicherung, sondern als moralische Zerfallserscheinung, als Verletzung der politischen Kultur. Wenn Verantwortung für das Gemeinwohl nicht mehr das oberste Staatsprinzip ist, ist es für unsere Fraktion moralische Pflicht, hier Widerstand zu leisten. Wie unerträglich, wie doppelbödig und zynisch ein Teil unserer Politik geworden ist, sehen wir drastisch zweihundert Meter von hier entfernt: Auf der Kleinen Schanze spielt sich das Drogenelend von Bern ab. Weitere zweihundert Meter unterhalb des Schänzli ist die Bundesanwaltschaft, die es bewusst unterlässt, die Achillesferse des Drogenhandels zu treffen, nämlich die Firmen, die des Waschens von Drogengeldern verdächtigt werden.

Evénements survenus au DFJP 2000 N 6 décembre 1989 Schwer wiegen die aufgedeckten Praktiken der politischen Polizei. Sie wiegen um so schwerer, weil niemand dafür die Verantwortung übernehmen wollte oder konnte, und sie wiegen nochmals schwerer, weil der Chef oder die Chefin des EJPD und schlussendlich auch der Gesamtbundesrat für die Definition des Bedrohungsbildes unseres Landes verantwortlich sind. Die Vorwürfe der Puk treffen nicht nur Frau Kopp, sondern ebenso ihre Vorgänger und die Mitglieder des Bundesrates. Wenn die Theorie der Grundrechte und der politischen Freiheitsrechte des Staates und die Grundrechtspraxis des Staatsschutzes dermassen auseinanderklaffen, muss der Gesamtbundesrat dies verantworten. Die politische Polizei hat während Jahren Leute und Organisationen zu Staatsfeinden gestempelt, die mit demokratischen Mitteln in diesem Staate etwas verändern wollen. Unsere Demokratie wird ausgerechnet von der

Institution ausgehöhlt, die zu ihrem Schütze geschaffen wurde. Die strukturelle Macht entwickelt sich aufs Totalitäre hin, zeigt Mechanismen der Freiheitszerstörung. Abgewehrt werden nicht rechtswidrige Methoden oder gar Gewalt - sonst wäre die Patriotische Front längst ein Begriff bei der Bundespolizei -, abgewehrt werden von der Mehrheitsmeinung abweichende Ideen. Für unsere Fraktion ist aber permanente Machtkritik eine Lebensgrundlage des Rechtsstaates und der Demokratie. Wenn der Bundesrat sagt, der Staatsschutz arbeite dilettantisch und habe ein Weltbild aus der Zeit des Kalten Krieges, dann ist das nur die halbe Wahrheit, und es ist verharmlosend. Die spezielle Zuwendung der politischen Polizei gilt Frauenorganisationen, Grünen, Linken, Armeekritischen und Friedensorganisationen. Weshalb, so frage ich Sie, fühlen sich die Verteidiger des Status quo bedroht durch Leute und Gruppierungen, die andere Werte in die Gesellschaft und in die Politik einbringen wollen? Offensichtlich haben wir nicht nur eine Armee gegen äussere Feinde, sondern es existiert auch ein Feindbild gegen innen, und auch dagegen wird gerüstet. Anfällig für eine solche Feindbildsuche und anfällig für Angst vor Veränderungen sind meist jene Gesellschaften, die viel moralischer zu sein glauben, als sie sind. Welches Selbstverständnis hat ein Staat, der im Schütze einer selbst deklarierten Geheimsphäre ein Ueberwachungssystem organisiert, um damit zu verhindern, dass sich die Machtverhältnisse je verschieben können? Grundsätzlich hat der Staat aber keine Geheimsphäre; er ist die öffentliche Angelegenheit schlechthin. Wie die Demokratie vom Wettstreit der verschiedenen politischen Ideen lebt, so lebt er auch von der öffentlichen Kontrolle. Wie Kritik im Staate notwendig ist, so ist Kontrolle notwendig. Die grüne Fraktion fordert deshalb eine ständige, uneingeschränkte parlamentarische Kontrolle der Bundesanwaltschaft. Ebenso verlangen wir, dass alle Bürgerinnen und Bürger uneingeschränkte Einsicht in ihre Akten erhalten und dass diese anschliessend vernichtet werden. Es gilt jetzt, von heute an, die Grundlage zu schaffen, auf der das Vertrauen der Bevölkerung wiederaufgebaut werden kann. Das heisst für uns, selbstkritisch zu den Fehlern stehen; das heisst absolute Offenheit und Transparenz; das heisst ernsthaft nachdenken über die Grundideen unseres Staates und über die ethischen Grundwerte unseres politischen Handelns. Entrüstet sein reicht nicht mehr, und der Wendehals darf nicht zum «Vogel des Jahres» werden. Eine kurze, aber nicht unwichtige Schlussbemerkung: Das Büro des Nationalrates hatte eine Sternstunde, als es das Präsidium der Kommission bestimmt hat, und die Kommission hatte eine glückliche Hand, als sie die Mitglieder des Sekretariates und die beiden Untersuchungsrichter gewählt hat. (Beifall) Frau Mauch Ursula: Möglicherweise diskutiert dieser Rat zum ersten Mal in seiner Geschichte einen Bestseller. Den Inhalt dieses Bestsellers beurteilt die SP-Fraktion als politisches Trauerspiel. Aber dass es den Puk-Bericht in dieser Form gibt, deutet doch auf eine parlamentarische Sternstunde hin. Die Puk hat unter ihrem Präsidenten Moritz Leuenbergereine ausserordentliche Leistung vollbracht. Die SP-Fraktion bedankt sich dafür, in den Dank eingeschlossen sind alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, welche in den letzten Wochen ebenfalls sehr viel mehr als nur einfach ihre Pflicht erfüllt haben. Wenn sich nun die SP-Fraktion sehr kritisch mit den von der Puk aufgedeckten oder auch nur angedeuteten Missständen in Teilen der Bundesverwaltung auseinandersetzt, so ist uns selbstverständlich gleichzeitig bewusst, dass überwiegend sehr gut und kompetent gearbeitet wird. Wir möchten unsere ziemlich harte Auseinandersetzung - offenbar obliegt es den Frauen in diesem Rat, hart zu diskutieren - mit den Puk-Resultaten keinesfalls als Pauschalabrechnung verstanden wissen. Die Puk ist das Resultat von Versäumnissen sowohl des Parlamentes als auch des Bundesrates. Zu Recht stellt denn auch die Puk fest, dass sie sich jenseits der Grenzen des

Milizy- stems befand. Dass zusätzlich zur zeitlichen Beanspruchung der Mitglieder auch noch räumliche, personelle und finanzielle Einschränkungen die Arbeit der Puk belasteten, deutet unse- res Erachtens darauf hin, dass noch nicht überall in unserem politischen System begriffen worden ist, dass die Aufsichts- pflicht des Parlamentes über die staatliche Verwaltung unsere wichtigste Aufgabe ist. Oder dann will sich ein Teil des Staates bewusst vor dem Einblick durch die Volksvertretung schützen und unter keinen Umständen kontrolliert werden. Eine dieser Dunkelkammern der Nation läuft unter dem Titel «Staatsschutz» und wird offensichtlich von den Insidern zum Teil als Schutz des Staates vor seinen Bürgerinnen und Bür- gern verstanden. Die Perversion dieses Schutzzieles hat zwar in Diktaturen rechter und linker Provenienz Tradition. Die SP- Fraktion findet es aber schon erschreckend, dass Missbräu- che solcher Art auch bei uns vorkommen. Wir sind doch nicht in der DDR, nur mit umgekehrten Vorzeichen bei den Feind- bildern. Das politisch gravierend einseitige Staatsschutzverständnis, das sich, wie die aufgeführten Beispiele zeigen, für Betroffene zum Teil sehr nachteilig ausgewirkt hat, ist insofern verwerf- lich, weil es die beruflichen Verhältnisse der betroffenen Perso- nen drastisch beeinträchtigte, und zwar in Einzelfällen völlig grundlos. Wir haben dazu Fragen an den Bundesrat. Wie stellt er sich die Benachrichtigung von jenen Personen vor, welche durch staatsschützerische Umtriebe und Fehlbeurteilung zu Schaden gekommen sind, und wie ist eine Wiedergutma- chung möglich? Wer sorgt dafür, dass die überholten staatsschützerischen Feindbilder der politischen Realität angepasst werden, einer Realität, die sich in den letzten Wochen nochmals sehr drama- tisch zuungunsten der im Puk-Bericht umschriebenen Staats- schutzoptik verändert hat? Wie stellt sich der Bundesrat eine solche Umorientierung ohne personelle Konsequenzen, wie er sagt, praktisch vor, wenn doch nun offensichtlich ist, dass die massgebenden Personen in geradezu heiligem Eifer vorab alles echt oder vermeintlich politisch Linke und Grüne verfolgt haben, ohne zur Kenntnis zu nehmen, dass die Bedrohungen seit Jahren vollständig an- ders gelagert sind? Wie konnte es geschehen, dass sogar Drogendelikte einer po- litischen Wertung durch die Bundesanwaltschaft unterzogen wurden, indem mit grobem Geschütz auf tamilische Asylanten im Drogengeschäft losgegangen wurde - mit entsprechender publizistischer Auswertung -, nicht aber auf Leute, denen es gelang, sich durch Protektion in der Schweiz Respektabilität zu verschaffen oder-wenn Sie wollen -zu kaufen? Kommt der Bundesrat, nach allem, was jetzt bekannt ist, nicht auch zum Schluss, dass Herr Jacques-André Kaeslin, der diese Lawine auslöste, eine Auszeichnung verdient hat und nicht - als einziger notabene - einen Verweis? Wir sind überzeugt, dass es dem Bundesrat nicht gelingen wird, den Staatsschutz politisch auf eine neue Basis zu stellen, wenn nicht personelle Umbesetzungen vorgenommen wer- den. Im Staatsschutz sind unseres Erachtens nur Personen mit einem breit gefächerten und weitblickenden staatspoliti- schen Verständnis zu plazieren, nicht solche mit einer Dunkel- kammermentalität. Wir meinen, dass in einer offenen und de- mokratischen Gesellschaft generell die Geheimbereiche des Staates auf ein Minimum zu beschränken sind. Wenn man an

6. Dezember 1989 2001 Vorkommnisse im EJPD die 900 000 Eintragungen in der Registratur der politischen Polizei denkt, wird klar, dass die Quantität enorm viel höher gewertet wird als die Qualität. Aufgrund von allen Beispielen im Bericht über verfolgte oder eben nicht verfolgte mögliche Delikte, insbesondere im Be- reich Drogengeldwäscherei usw., kommen wir sehr dezidiert zum Schluss: Die Grossen lässt man laufen, und die Kleinen hängt man. Da liest man von einer äusserst wohlwollenden Haltung der Behörden bei der Erteilung von Aufenthaltsbewilli- gungen an die Shakarchis. Keine

kleinen Fische, wie wir wissen, im Gegenteil. Aber da kommt doch die SVP des Kantons Zürich vor ein paar Tagen daher und droht der Justizdirektorin Hedi Lang mit Strafklage, weil sie Fixerräume für die ärmsten Teufel der Drogenszene einrichten will. Was ist zu halten von Banken, welche kofferweise abgeliefertes Falschgeld einfach abgestempelt den Einreichern zurückgeben, jedoch bei Eintreffen von einzelnen Falschnoten sofort die Polizei avisieren? Was ist schliesslich zu halten von Kantonen, welche für in aller Regel dubiose Leute Steuerabkommen mit Niederlassungsbewilligungen koppeln, sich also mit anderen Worten auch auf eine Art kaufen lassen? Wo bleibt da die Steuergerechtigkeit gegenüber ganz gewöhnlichen Steuerzahlern mit Lohnausweis? Aus Sicht der SP-Fraktion muss diese Praxis sehr rasch und gründlich unterbunden werden, denn die Begünstigung ist auch eine Art Korruption. Zweierlei zu den Sicherheitsüberprüfungen: Erstens befürchten wir, dass die einäugige politische Optik der Sicherheitsüberprüfer sich in vielen, politisch sensiblen Bereichen zwangsläufig fortgepflanzt hat. Ueber die politischen Auswirkungen dieser Fortpflanzung darf spekuliert werden. Zweitens: Die völlig dilettantische Datenbeschaffung für die Sicherheitsüberprüfungen ist nachgerade jenseits von Gut und Böse. Man könnte lachen, wäre es nicht zum Weinen. Wir meinen, aus dieser Patsche hilft nur ein modernes und vor allem professionalisiertes Datenmanagement. Nochmals: Weniger ist ganz bestimmt mehr. Auf Datenfriedhöfe kann mit Fug und Recht verzichtet werden. Schliesslich zu Frau alt Bundesrätin Elisabeth Kopp und ihrem Umfeld: Da sind unseres Erachtens politisch-ethische Ueberlegungen wesentlich wichtiger als die strafrechtlich erfassbaren Tatbestände. So stellen wir zum Beispiel fest, dass Herr Kopp ein Jahr vor der Wahl seiner Frau in den Bundesrat in den Verwaltungsrat der damals schon in einschlägigen Kreisen bekannten Firma Shakarchi eintrat-jener Firma, über die wir nach dem Puk-Bericht nun sowohl zuviel als auch zuwenig wissen. Was hat sich die Wahlvorbereitungskommission der Freisinnigen Partei des Kantons Zürich gedacht, als sie dieses Verwaltungsratsmandates von Herrn Kopp gewahrt wurde? Nichts? Nach allem, was nun auf dem Tisch liegt, finden wir es moralisch unerträglich, wenn sich Frau Kopp jetzt als Opfer und nicht als Täterin darzustellen versucht. Aber diese Masche ist im Zürcher Freisinn nicht unbekannt, wie jüngste Beispiele zeigen. Gravierend finden wir die Tatsache, dass Frau Kopp durch ihren Vertuschungsversuch der berüchtigten Telefongespräche ihren engsten Mitarbeiterstab in einen schweren Loyalitätskonflikt stürzte. Ihre Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter waren nicht frei, so zu handeln, wie es rechtens gewesen wäre. Ein solches Verhalten einer Vorgesetzten ist eine Zumutung. Vielleicht hängt das Ganze zusammen mit dem eklatanten Mangel an Befangenheit, den Frau Kopp ja gerade jetzt wieder an den Tag legt. Die Arroganz der Macht scheint ungebrochen. Da fällt es denn auch einer ehemaligen Kollegin schwer, Mitgefühl zu empfinden. Ich wollte, es wäre anders. Das Parlament hat sich auf den Weg gemacht, eine Vertrauenskrise in unserem Staat zu bewältigen. Der Puk-Bericht ist dazu ein erster wichtiger Schritt, ein Anfang und nicht etwa ein Ende. In diesem Sinne unterstützt die SP-Fraktion alle Anträge der Puk. Wir werden noch folgende Ergänzungen dazu einreichen: 1. Der Untersuchungsauftrag der Puk ist auf andere Geheimbereiche, insbesondere aber auf das EMD auszudehnen. 2. Der Datenschutz im Bereich der Bundesanwaltschaft ist rückwirkend zu gewährleisten und auf die Kantone auszudehnen. 3. Die politische Polizei, soweit ihre Aufgaben nicht Ermittlungen und Verfolgungen strafbarer Handlungen im Bereich der Bundespolizei betreffen, ist abzuschaffen. 4. Die Missbräuche im Bereich von Niederlassungsbewilligungen und Pauschalbesteuerungen von Ausländern sind zu eliminieren. 5. Das Kriegsmaterialgesetz ist auf ausländische Tochterfirmen schweizerischer

Unternehmen und Finanzierungsge- schäfte in diesem Bereich auszudehnen. M. Jeanneret: Au moment où s'ouvre ce débat- certainement un des plus importants dans l'histoire de la Confédération - le groupe libéral aimerait d'entrée de cause exprimer sa grati- tude à ceux qui ont permis que puisse être proclamé ceci sans aucune équivoque: nous ne vivons pas dans un régime pourri et l'Administration fédérale n'a pas été infiltrée par des organi- sations criminelles. Nous devons cela d'abord aux faits et les faits ont latele dure; il n'est pas possible de les solliciter. Quels que puissent être les regrets de ceux qui se sont acharnés l'an dernier sans réserve sur certaines personnes, la Suisse ne baigne pas dans le scandale. Nous avons ici même, le 31 janvier 1989, déclaré que des faits d'une grande portée étaient survenus dans l'Administration fédérale, qu'ils étaient graves et pourraient apparaître, selon les résultats de l'en- quête, comme hautement préjudiciables à la solidité de nos institutions. Le 27 février de cette année, toujours du haut de cette tribune, nous disions que la confiance avait été ébranlée au plus haut niveau de la Confédération et qu'aucun artifice ne devrait être utilisé, qui permettrait de penser que nous ne vou- lions pas d'abord la restaurer. La mission est désormais ac- complie et notre reconnaissance va à ceux grâce auxquels cette confiance est restaurée: d'abord, à ces nombreux colla- borateurs de la Confédération qui remplissent jour après jour leur mandat au service du pays et des citoyens avec compé- tence et honnêteté; ensuite au président, à la vice-présidente, au rapporteur, aux membres de la Commission d'enquête par- lementaire dont la ténacité, la clairvoyance et l'engagement ont permis que tout cela soit reconnu et publié. Le groupe libéral souhaitait un travail rapide, efficace et crédi- ble. Nous l'avons tous désormais sous nos yeux. Ce rapport est de haute qualité quant au fond, ce qui ne gêne point. Il l'est également quant à la présentation et à la systématique. Sa tra- duction, ce qui n'est point toujours le cas dans cette maison, est même rédigée en bon français, ce qui nous ravi. Ce texte est clair, serein et convaincant. Il aborde avec calme des cho- ses graves sans conclure de manière excessive. Nous appor- tons d'ores et déjà notre appui aux propositions concrètes qui complètent l'examen des faits. Nous le disons d'autant plus aisément que nous sommes ici aux limites de notre système de milice et que, très probablement, dans aucun autre pays au monde un tel rapport eût pu être rédigé dans de telles circons- tances et dans un délai aussi réduit. Cela étant, notre groupe fera quatre remarques: la première concerne le crédit qui est le nôtre sur le plan international. Nous sommes ici dans une matière qui ne connaît point de frontières et la volonté d'entreprendre doit faire suite aux inten- tions de collaborer. Nous sommes satisfaits que la commis- sion, à travers le deuxième des postulats, insiste sur le fait que la Suisse doit renforcer son action afin de faciliter les procédu- res internationales d'entraide judiciaire (la tâche de la Police fédérale est d'autant plus délicate que nous sommes un pays fédéraliste situé au centre de l'Europe et qui entretient des re- lations très étroites avec tous les Etats delà planète) ; de même qu'ils doivent mieux coordonner leurs actions avec celles des cantons, les offices fédéraux doivent encore plus s'ouvrir aux collaborations internationales. L'organisation mise sur pied doit satisfaire à cette exigence. Notre deuxième observation porte sur lafonction, les tâches et la responsabilité du Ministère public fédéral. Il s'agit là pour nous d'une question cardinale. Aucune chasse aux sorcières n'est de mise et il n'est pas question de s'acharner sur le chef de la Police fédérale ou sur tel autre fonctionnaire. En revan- che, nous approuvons tout ce qui fera que les structures mises

Evénements survenus au DFJP 2002 N 6 décembre 1989 en place n'autoriseront plus de manques, d'erreurs et d'actes de routine tels qu'ils ont été constatés. La réforme doit être à la fois institutionnelle et pratique; institutionnelle comme le pro- pose la motion 1 et il s'agit, quant à nous, d'un minimum. Nous n'excluons pas l'opportunité de l'élection par

l'Assemblée fédérale du procureur de la Confédération, en tant qu'accusateur public. Il doit s'agir là d'une personne au-dessus de tout soupçon dont l'autorité, l'objectivité et les compétences doivent permettre pour les citoyens une confiance sans réserve dans les plus hautes autorités judiciaires du pays. C'est ce qui nous permet d'affirmer avec d'autant plus de netteté qu'un autre collaborateur de la Confédération doit se sentir parfaitement à l'aise dans sa tâche de responsable de la sécurité de l'Etat et que nous devons lui laisser une liberté de manoeuvre sans laquelle il ne saurait assumer ses responsabilités. Il n'est pas question pour nous de subir un jour le reproche des générations futures parce que nous aurions affaibli les organes chargés de veiller à la sauvegarde des intérêts vitaux du pays. Mais la réforme doit pourtant aussi être - comme nous l'avons dit - pratique. Il convient d'être rationnel, moderne, sûr et performant. L'instrument doit être celui d'une police de la fin du vingtième siècle. Il doit tout à la fois respecter les droits des citoyens et être à même de remplir sa tâche avec succès, face à des criminels qui, eux, n'hésitent pas à utiliser des moyens d'avant-garde. Notre troisième remarque porte sur la manière dont la commission a jugé l'attitude de Mme Elisabeth Kopp. Elle l'a fait de manière sévère, lorsque les faits la conduisaient à ce jugement, elle l'a fait de manière mesurée, quand il convient de rappeler son engagement au service du pays. Sa faute de caractère nous apparaît, à la lecture du rapport, - et nous le regrettons vivement - plus grave que nous le préjugions. Par ailleurs, jamais un département n'a été passé dans l'histoire de la Suisse à un crible aussi fin quant à sa gestion et l'exercice est, pour cette dernière, à cet égard, parfaitement réussi. Enfin, et ce seront les conclusions de notre groupe, nous ne vivons pas une crise de régime. Grâce au fédéralisme, à la décentralisation des compétences, à l'absence de pouvoir personnel, aux limites fixées constamment et partout, à l'action de l'Administration fédérale, la Suisse a bien résisté au manque de discernement d'un de ses hauts magistrats et à la déstabilisation qui en fut la conséquence, un moment, au sommet du Département fédéral de justice et police. Ce n'est que si le Parlement exerce régulièrement, partout et en profondeur un contrôle sévère, notamment par les commissions de gestion des deux Chambres, que le système institutionnel peut fonctionner. Or, le peuple nous a appelés pour qu'il fonctionne: il est de notre responsabilité à tous de tirer de cette affaire des conclusions rapides, réelles et constructives.

Reichling: Aus der Tatsache, dass die SVP-Fraktion mich als Sprecher bestimmt hat, obwohl ich Mitglied dieser Untersuchungskommission war, können Sie einen gewissen Hinweis auf die Wertung des Berichtes durch die Fraktion entnehmen. Die Fraktion beantragt Ihnen, vom Bericht Kenntnis zu nehmen. Sie erwartet speziell vom Bundesrat, dass er rasch und entschlossen die aufgezeigten und notwendigen Reorganisationsmassnahmen durchführe. Sie erwartet aber auch vom Parlament, dass angemessene gesetzgeberische Schritte zur Verbesserung der Situation geprüft werden, um Wiederholungen ähnlicher Vorkommnisse nach Möglichkeit einzudämmen. Zum Bericht, der sehr umfassend ausgefallen ist, mache ich keine Ergänzungen. Ich möchte einige Wertungen zu Sachverhalten vornehmen. Ich möchte aber doch vorausschicken, dass wir uns wieder bewusst sein müssen, dass diese Untersuchungskommission nach Schwachstellen, Missständen, Vorkommnissen zu suchen hatte, die nicht sein sollten. Dadurch ist die überwiegend positive Arbeit in diesem Departement im Bericht nicht zur Darstellung gelangt. Ich sage dies auch im Hinblick auf Worte, die hier an diesem Pult bereits gesagt wurden. Ich glaube, wir dürfen den Gesamtblick auf unsere Bundesverwaltung nicht durch die Hervorhebung von Fehlern verlieren, die aufgedeckt worden sind. Ich möchte zuerst einige Worte sagen zur für mich eigentlichen Tragödie, zur Amtszeit von Bundesrätin Elisabeth Kopp. Schon der Beginn ihrer Amtszeit wie auch

das abrupte Ende dieser Amtszeit zeigen doch fast überdeutlich, dass eine enge Wechselbeziehung zwischen der Amtsführung eines Behördemitgliedes und der beruflichen oder öffentlichen Tätigkeit des Ehegatten oder der Ehegattin nun einfach vorhanden ist und in keinem Fall ausgeschaltet werden kann. Eine solche Wechselbeziehung kann die Amtsführung des Behördemitgliedes auch masslos erschweren. Ich habe - das ist nun eine persönliche Wertung - während dieser Untersuchung einen vertieften Einblick auch in die Persönlichkeit von Bundesrätin Elisabeth Kopp erhalten, und ich bin zum Schluss gekommen, dass in ihr ein fast andauernder Verdrängungsprozess gegenüber einem ihr selbst unangenehmen Umfeld stattgefunden hat, ein Verdrängungsprozess, der sie in ihrer Amtstätigkeit wahrscheinlich stark behindert hat. Auch die Gespräche mit den verschiedenen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern im Departement haben das Bild hinterlassen, dass sich viele einer schweren Belastung ausgesetzt sahen zufolge eines Konfliktes zwischen der Loyalität zur geschätzten Chefin, den Interessen des Departementes und des Staates schlechthin. Die unaufhörlichen Presseaktivitäten um die Person des Dr. H. W. Kopp haben die Departementsvorsteherin und die Mitarbeiter belastet und die Zusammenarbeit in diesem Departement - wie mir scheint - in ungehörlicher Masse erschwert. Es wäre tragisch, wenn gerade dieser Zwiespalt der Interessen Ausgangspunkt und Ursache von Fehlleistungen und Unterlassungen gewesen wäre, welche die Puk zu berechtigter Kritik veranlassen mussten. Besonders fatal wäre es, wenn aus diesem inneren Loyalitätskonflikt heraus an und für sich pflichtbewusste Beamte eine Schuld auf sich geladen hätten, die von uns gerügt, eventuell von anderer Stelle sogar bestraft werden müsste. Ich möchte damit die Feststellungen der Puk in keiner Art und Weise beschönigen oder verharmlosen, ich möchte nur auf dieses menschliche Problem hinweisen. Es scheint mir für uns alle bedenkenswert zu sein, dass die zuständige freisinnige Fraktion, trotz angeordneter Vorprüfung durch ein kompetentes Mitglied, das Risiko des Wahlvorschlages und die darin versteckten Gefahren für die Mandatsinhaberin selbst, für ihre Familie, für das Ansehen unseres Bundesrates und für das Ansehen unseres Staates gesamthaft nicht zu erkennen vermochte. Ich bin der Auffassung, dass Vorkehrungen zur Eindämmung ähnlicher Risiken im heutigen Zeitalter, wo die Berufstätigkeit beider Ehegatten zur Selbstverständlichkeit werden wird und von mir auch unterstützt wird, in Erwägung gezogen werden müssen. Es scheint mir eine Aufgabe der Staatsräson zu sein, sich solcher Verpflichtungen anzunehmen und daraus Schlussfolgerungen zu ziehen, um die Personen selbst, aber auch unser Land vor erkennbaren Risiken zu bewahren. Einige Worte zur Departementsführung: Wenn die Puk zum Schlusse kommt, Bundesrätin Kopp habe im allgemeinen ihr Departement gut und effizient geführt, so dürfen wir nicht übersehen, dass sich diese Beurteilung im wesentlichen auf die Bewältigung der aktuellen, laufenden Geschäfte in diesem Departement bezieht. Die Kritik der Untersuchungskommission am Bundesanwalt, am Bundespolizeidienst, an den Zentralstellen, am Erkennungsdienst zeigen jedem aufmerksamen Leser des Berichtes aber deutlich, dass neben der Bewältigung der laufenden Geschäfte eine andere, sehr wichtige Führungsaufgabe im Departement lange vor der Ära Kopp offensichtlich zu kurz gekommen ist. Nur in einem sehr engen Aufgabenbereich handelt der Bundesanwalt unabhängig von Direktiven des Departementschefs. Wenn die Puk feststellt, dass die Widerhandlungen gegen das Betäubungsmittelgesetz seit Mitte der siebziger Jahre - durch Zahlen belegt - geradezu eskalierten, auch das organisierte Verbrechen seit den siebziger Jahren neue Formen angenommen hat, dass seit Anfang der achtziger Jahre sich die Hinweise über

Beziehungen zwischen dem organisierten Verbrechen und in der Schweiz ansässigen Bankinstituten häuften,

6. Dezember 1989 N 2003 Vorkommnisse im EJPD ohne dass beim Bund wie auch bei den betroffenen Kantonen ernsthafte Abwehrmassnahmen getroffen wurden, scheint es mir leichtfertig zu sein, die Schuld dafür nun allein den zuständigen Chefbeamten zuzuschreiben. Ich müsste mich täuschen, wenn nicht alle Beamten, gleich welcher Stufe, ihre Prioritäten dort setzen würden, wo die Vorgesetzten das grösste Gewicht setzen. Wenn die Bundesanwaltschaft ihre eigenen und kantonale Kräfte des Staatsschutzes beispielsweise auf ein falsches, überholtes Bedrohungsbild ansetzen, dann liegt für mich die Verantwortung beim zuständigen Departementschef, bezüglich der Bedrohung des Staates als solchem aber ganz sicher auch beim gesamten Bundesrat. In diesem Aufgabenbereich des Eidgenössischen Justiz- und Polizeidepartementes hatte Frau Kopp berufene Vorgänger, wovon einer während vielen Amtsjahren und verbunden mit der Anstellung von Bundesanwalt Gerber auch noch heute mit in die Verantwortung einbezogen werden muss. Auch die grosse Zahl der berühmten Pichen wurde weit vor Amtsantritt von Bundesrätin Kopp angelegt. Ich vermute auch diejenige von Herrn Bundesrat Koller. Er hat es selbst in der Hand zu überprüfen, in welcher Aera er zu seinem Dokument gekommen ist. Ich möchte aber hierzu auch sagen: Wenn wir den Kampf gegen den Drogenhandel, gegen die Geldwäscherei ernsthaft aufnehmen wollen und wenn wir uns beklagen, dass die Schweiz in zu starkem Ausmass von ausländischen Diensten abhängig ist, um diesen Kampf effizient zu führen, dann wird das Dossier wahrscheinlich nicht kleiner, sondern möglicherweise grösser werden; wir werden selbst über alle diese Informationen verfügen müssen, die wir uns heute dank der Zusammenarbeit mit amerikanischen Diensten ganz einfach beschaffen können. Wir müssen diese beiden Aspekte sehen. Die Zahl allein sagt uns hier nichts aus. In gleicher Weise wäre es auch billig, die Verantwortung für die fehlende Initiative im Bereich des Drogenhandels und der Geldwäscherei allein dem Bundesanwalt anzulasten. Bundesrätin Kopp war offenbar die erste Departementsvorsteherin, welche eigene Impulse gab, um diesen Deliktbereich ernsthaft in Angriff zu nehmen. Wir können aber auch dem Bundesrat nicht die Alleinverantwortung zuschieben. Die Empörung im Volk, die Empörung auch hier im Parlament über die Gleichgültigkeit gegenüber den neuen Formen des organisierten Verbrechens muss etwas relativiert werden. Ich habe mir die Mühe genommen, noch einmal die Berichte der beiden Geschäftsprüfungskommissionen der letzten vier Jahre durchzusehen und die Rapporte, die in diesem Saal stattet wurden. Die beiden Delikte des Drogenhandels und der Geldwäscherei waren bei Inspektionen und Ueberprüfungen des EJPD durch unsere Geschäftsprüfungskommissionen kein Thema. Wenn wir heute sagen, dass diese Dinge seit Jahren hätten in Angriff genommen werden sollen, wäre es ja vielleicht auch an uns gelegen, auf diese Dinge aufmerksam zu machen. Es handelt sich nicht nur um fehlende Kompetenzen, sondern wir müssen feststellen, dass wahrscheinlich auch wir in der Ueberprüfung unserer Verwaltung politische Prioritäten herstellen. Ich möchte auch hier nichts beschönigen, sondern nur sagen, dass wir alle in den nächsten Jahren die Ueberprüfung der Verwaltung nicht nach politischen Tagesaktualitäten ausrichten dürfen, sondern vermehrt die zukünftigen Bedürfnisse ins Auge fassen sollten; dass hier unsere Verwaltung auch prioritätsgerecht überprüft wird. Aus dieser Beurteilung heraus komme ich zum Schluss - und die SVP-Fraktion teilt diese Auffassung -, dass es nun nicht darum geht, Chefbeamte zu verunglimpfen, Köpfe zu fordern, sondern wir sind der Auffassung, dass die eingetretenen Fehler korrigierbar sind. Wir erwarten vom Bundesrat und, wo nö-

tig, vom Parlament, dass die richtigen Dinge vorgekehrt werden, damit das Vertrauen in unsere Behörden und in unsere Verwaltung nach diesen unangenehmen Ereignissen wieder gefestigt werden kann. Zu den Vorstössen der Kommission werden wir uns separat äussern.

Le président: M. Reichling était le dernier des porte-parole des groupes. Avant de passer à la discussion et aux interventions personnelles, j'aimerais vous dire que 55 orateurs se sont inscrit à titre individuel - je suis presque en rupture de stock des billets rosés - et je vous propose de clore ici la liste des orateurs.

Ordnungsantrag der grünen Fraktion Alle Vorstösse im Zusammenhang mit der Parlamentarischen Untersuchungskommission sind in der Sondersession im Februar 1990 zu behandeln. Motion d'ordre du groupe écologiste Les interventions personnelles afférentes au rapport de la Commission d'enquête parlementaire seront toutes traitées à la session spéciale de février 1990.

Frau Stocker: Die grüne Fraktion unterbreitet Ihnen folgenden Ordnungsantrag: Wir möchten Sie dringend bitten, die einge-reichten Vorstösse im Zusammenhang mit der parlamentari-schen Untersuchung und der Beratung des Berichtes in der nächsten Session - das ist die Sondersession im Februar - zu beraten. Drei Ueberlegungen bringen uns dazu: 1. Die grüne Fraktion hat volles Vertrauen in die Parlamentari-sche Untersuchungskommission. Sie hat gute Arbeit geleistet, und wir sind überzeugt, dass sie uns auch weiterhin zur Verfü-gung stehen sollte. Nach Auskunft ihres Präsidenten wird das sicher noch bis Februar der Fall sein. 2. Die ganze parlamentarische Debatte, die wir hier in den nächsten Stunden führen werden, wird begleitet sein von Vor-schlägen, von Fragen, von Anträgen, wie Reorganisationen an die Hand genommen werden könnten. Es ist uns ein dringen-des Anliegen, dass diese Anträge, Vorschläge, Motionen, In-itiativen möglichst rasch, kompetent und im Lichte der Parla-mentarischen Untersuchungskommission beraten werden könnten. 3. Die Bevölkerung verfolgt aufmerksam, was wir, das Parla-ment, vorkehren werden, um diese Vertrauenskrise in den Griff zu bekommen. Wir Parlamentarierinnen und Parlamentarier sind - bei allem Respekt vor unseren Pendenzen, bei allem Respekt vor der grossen Traktandenliste für die Februarses-sion - nun wirklich aufgerufen, die erste Priorität auf die Ver-trauensbildung zwischen Parlament, Behörden und Volk zu setzen. In diesem Sinn bitte ich Sie im Auftrag meiner Fraktion, unse-rem Ordnungsantrag zuzustimmen und damit ein Zeichen zu setzen, dass es uns ernst ist, jetzt zu handeln.

Abstimmung - Vote Für den Ordnungsantrag Stocker Minderheit Dagegen offensichtliche Mehrheit

M. Ziegler: Tout d'abord, j'aimerais remercier la commission, son président ainsi que tous les membres qui ont accompli un travail remarquable qui entrera dans l'histoire. J'exprime aussi beaucoup de gratitude à la presse. Le «Watergate» n'a été mis à jour que par deux journalistes, Bernstein et Woodward, alors qu'il y en a peut-être cinq ou six, de l'«Hebdo» notamment et de plusieurs journaux de Suisse allemande et de Suisse ro-mande, qui ont fait un travail essentiel. Sans le travail de la presse, nous ne serions pas ici à débattre d'un des plus pro-fonds et plus grands scandales qui ont eu lieu dans ce pays depuis 50 ans. Ma gratitude va également à rencontre de la Drug Enforcement Administration américaine, pour tous ses agents, pour son résident ici à Berne, M. Peter Nies, qui ont été les seuls jusqu'ici à réellement traquer les trafiquants interna-tionaux de drogue et leurs financiers. Je ferai des propositions plus tard. Je veux simplement m'adresser au Conseil fédéral. Il y a un certain nombre de me-sures qu'il peut prendre immédiatement et par lesquelles il peut prouver sa bonne foi, sa détermination. Je me permets de poser une première question: est-ce que, à partir de maintenant, les enquêtes judiciaires que M. Gerber a bloquées et que ses fonctionnaires ont demandées contre les

Evénements survenus au DFJP 2004 N 6 décembre 1989 financiers et trafiquants de drogue, dénoncés à partir de la page 123 de ce rapport, contre l'ensemble des sociétés ici nommées: la Mirelis SA de Genève, la Shakarchi Trading SA de Zurich, la Mecattaf SA de Zurich, est-ce que ces enquêtes vont avoir lieu? Je remercie d'avance de la réponse. Deuxième question: les privilèges douaniers que ces sociétés ont obtenus jusqu'à maintenant - la Shakarchi Trading SA qui, probablement, a trafiqué de l'argent provenant de la drogue mais également la drogue elle-même, qui a pu amener ses camions directement sur le tarmac de Zurich, la Mirelis qui peut amener directement ses camions sur le tarmac de Cointrin - vont-ils cesser? Il suffirait d'un simple ordre donné par le Conseil fédéral. Troisième question: ne va-t-on cesser d'accepter, à l'intention des ambassades de Suisse, des recommandations des grandes banques, comme c'était le cas jusqu'à maintenant, pour accorder un traitement de faveur (c'est-à-dire des visas non demandés dans les pays d'origine mais dans des pays tiers) à des courriers de devises et d'argent sale? Le Conseil fédéral doit mettre fin à cette pratique. Quatrième question: des conséquences personnelles vont-elles être enfin tirées? Il me semble impossible que M. Huber, chef de la Police fédérale et en même temps chef de la sécurité militaire, puisse rester en place après ce que nous lisons sur ses agissements. Il me semble impossible que M. Rudolf Wyss, chef du bureau central de police, puisse rester en place après ce que nous apprenons à son sujet dans ce rapport. Par contre, vous avez donné un blâme au seul témoin courageux, au seul fonctionnaire qui a réellement travaillé d'arrache-pied en prenant de grands risques pour sa personne et sa carrière, M. Jacques-André Kaeslin. Allez-vous le réhabiliter après la lecture de ce rapport? La cinquième et dernière question que je me permets de poser est la suivante: elle concerne les fameuses fiches. J'ai été soulagé de voir que j'étais moi aussi fiché. J'en ai reçu la confirmation hier. Mais, on me dit que l'on ne peut pas me communiquer cette fiche parce que des intérêts de tiers sont en jeu, des intérêts de dénonciateurs bien sûr! Quand la Police fédérale établit d'une façon tellement lamentable et grotesque ses fiches, ses fichiers - quelques exemples en sont donnés ici - eh bien, cela m'énerve en temps que contribuable, que de payer de l'argent pour des imbécillités pareilles! Mais quand j'apprends dans les couloirs du Palais fédéral que cette même police politique a acheté des fichiers entiers à des organisations d'espions privées qui espionnaient et qui continuent probablement d'espionner leurs concitoyens et autres habitants de ce pays, cela ressemble fort à un nouveau scandale. Est-ce que M. Koller, conseiller fédéral, peut nous assurer ce matin que ces rumeurs sont fausses, que la Police fédérale n'a jamais acheté de fiches ou même de fichiers entiers d'organisations privées ou de personnes privées n'ayant rien à voir avec l'Administration fédérale? Si le Conseil fédéral répond ce matin avec clarté à ces cinq questions parmi beaucoup d'autres et nous promet des mesures immédiates qui sont de sa compétence et ne posent aucun problème de texte, de fondement législatif ou constitutionnel, alors je crois qu'il aura contribué un tout petit peu et très rapidement au rétablissement de la confiance profondément ébranlée du peuple envers ses institutions. Je remercie d'avance M. Koller, conseiller fédéral, de ses réponses. Oester: In meiner kurzen Stellungnahme namens der EVP- Vertreter unserer Fraktion beschränke ich mich auf zwei Punkte: auf den Staatsschutz und auf die ominösen Steuerabkommen mit vermögenden Ausländern. Wir gehen davon aus, dass jedes Staatswesen im Rahmen des Staatsschutzes genötigt ist, Beobachtungen anzustellen und vorbeugende Massnahmen gegenüber Handlungen zu treffen, welche die innere oder äussere Sicherheit des Staates gefährden können. Spionage, Terror, Sabotage und andere gefährliche Handlungen sind leider Tatsache. Tatsache ist auch, dass manche Aktivitäten des Staatsschutzes - geheime

Nachrichtenbeschaffung, Bespitzelung - als unsympathisch empfunden werden. Das darf aber nicht dazu führen, dass die politische Polizei dem mehr oder weniger freien Ermessen einzelner Beamten überlassen wird. Staatsschutz ist eine heikle Gratwanderung zwischen Sicherheit und Freiheit mit grossem Absturzrisiko. Gerade deswegen halten wir dafür, dass es Sache der Landesregierung als politischer Behörde ist, klare Leitplanken und Vorgaben zu setzen. Nachrichtenbeschaffung ist zwar weitgehend eine technisch-taktische Frage des richtigen Vorgehens, aber die Frage, welche Informationen zu beschaffen sind, hat die verantwortliche Staatsführung zu beantworten. Sie hat den Staatsschutzorganen insbesondere klar zu machen, dass nicht jede Meinungsäusserung, die von der konservativen Mehrheitslinie abweicht, auch staatsgefährdend ist. Sonst kommt es ebenso weit, dass bei manchen auch hier im Saal die Frage aufkeimt, ob man unter Staatsschutz eigentlich den Schutz des Staates oder den Schutz des Bürgers vor freiheitsgefährdenden Staatsaktivitäten zu verstehen habe. In diesem Sinne bedauern wir die vorgekommenen Uebergriffe und Missgriffe der politischen Polizei und erwarten, dass der Bundesrat die sich aufdrängenden Massnahmen ergreifen wird. Wir wollen einen geistig beweglichen Staatsschutz, der seine Aufgabe kompetent und mit dem Weitwinkelobjektiv löst, nicht einen bornierten, einäugigen Staatsschutz, der sich selbst durch Dilettantismus der Lächerlichkeit preisgibt. Wir halten eine beratende, einer strengen Schweigepflicht unterstehende parlamentarische Kommission als Aufsichtsgremium in Sinne des Vorstosses aus unserer Fraktion für sinnvoll und hilfreich, insbesondere im Hinblick auf die Schaffung von Vertrauen hier in den Räten, aber auch im Volk. Zu den im Abschnitt über das Bundesamt für Ausländerfragen angesprochenen Steuerabkommen in aller Kürze nur soviel: Aufgescheucht durch verschiedene Pressemeldungen habe ich Anfang März 1986, also vor mehr als dreieinhalb Jahren, eine Interpellation eingereicht und dem Bundesrat unter anderem die Frage gestellt: «Stimmt es, dass gewisse Kantone sich gegenseitig mit eigentlichen Dumping-Steuerpauschalen zugunsten schwerreicher Ausländer geradezu überbieten? Wenn ja: Wie lässt sich eine derartige Praxis mit dem Prinzip der Rechtsgleichheit nach Artikel 4 der Bundesverfassung vereinbaren?» Zur Begründung dieser Frage führte ich aus: «Das Aergernis besteht darin, dass schwerreichen ausländischen Stars und Angehörigen des Big Business in manchen Kantonen eine Wohnsitznahme ermöglicht wird, obwohl in den meisten Fällen von der Verlegung des Mittelpunktes der Lebensverhältnisse in die Schweiz keine Rede sein kann. Mit lächerlich niedrigen Steuerpauschalen können sich diese Steuerflüchtlinge den gesetzlichen Fiskalabgaben ihres Herkunftslandes entziehen und erst noch die schweizerische Steuergesetzgebung unterlaufen. Diese Praktiken sind dem guten Ruf unseres Landes abträglich und überdies eines Rechtsstaates unwürdig. Sie verletzen das gesunde Rechtsempfinden und sind geeignet, den Glauben an Recht und Gerechtigkeit im Staat zu erschüttern.» Die Antwort ist leider mit Rücksicht auf die Praktiken in gewissen Kantonen verharmlosend ausgefallen. Aufgrund der Feststellungen der Puk, die meine damaligen Aussagen erhärten, ersuche ich den Bundesrat, bei den in Frage stehenden Kantonen energisch zu intervenieren, um auch in diesem Bereich saubere, rechtsstaatliche Verhältnisse herzustellen. M. Pidoux: J'aimerais prendre la parole au nom de ceux qui refusent de brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier. Peut-être sommes nous encore quelques-uns dans cette salle à garder la mesure. C'est le privilège d'un homme libre de ne pas hurler avec les loups. La Commission d'enquête parlementaire me paraît avoir remarquablement travaillé. Son rapport est inspiré par l'honnêteté intellectuelle, il ne dérape pas d'une manière partisane et je suis prêt à suivre ses motions et postulats. Rappelez-vous, chers collègues, l'atmosphère qui empoisonne cet immeuble

l'année dernière: notre pays était pourri; la mafia s'était infiltrée dans les rouages essentiels de l'Etat, le procureur général de la Confédération réprimait avec un

6. Dezember 1989 N 2005 Vorkommnisse im EJPD laxisme coupable le trafic de drogue et faisait preuve de complaisance envers le crime organisé; une conseillère fédérale détruisait des documents, son mari était devenu le huitième conseiller fédéral. En sorte que certains commentateurs parlaient d'une crise de régime. Or, si la commission parlementaire relève les erreurs qui ont été commises, le roman noir - qui comprenait meurtre et chantage - reste un excès d'imagination de quelques esprits à l'invention malsaine. Les choses sont ainsi faites que ceux qui susurraient les pires soupçons ne seront pas punis. Ceux qui ont sali de hauts fonctionnaires et des magistrats passeront entre les gouttes. Beaumarchais avait raison: «Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose!» Une femme a lourdement payé. Aurait-on puni un homme de la même manière? Il est certain que le fameux coup de téléphone du 27 octobre 1988 d'une ministre à son mari est une erreur politique. Constitue-t-il une faute entraînant une sanction? Cela sera au Tribunal fédéral de le déterminer dans un procès pénal. Mais la vieille règle de l'exécutif qui veut que dans une démocratie la vérité est toujours la moins dommageable et qu'elle est indispensable au gouvernement collégial, cette règle-là sort renforcée de cette épreuve et je ne m'en plaindrai pas. Aussi, avec lucidité et j'espère quelque dignité, aimerais-je exprimer mon regret qu'un magistrat n'ait pas choisi à temps entre son mari et les devoirs de sa charge et ma satisfaction que notre pays ne soit pas corrompu et que nos institutions démocratiques aient bien fonctionné.

Rychen: Zuerst möchte ich der Puk für ihre gute Arbeit danken. Der ausführliche Bericht hat mich sehr nachdenklich gestimmt, insbesondere im Bereich Bundesanwaltschaft, Staatsschutz. Fragen wir nach den Gründen, wie es überhaupt zu den verschiedenen Missständen kommen konnte, so wird für mich eines ganz deutlich: Es wäre niemals so weit gekommen, hätte der Departementsvorsteher des EJPD seine Führungsaufgabe wahrgenommen. Dies war nicht der Fall. Die Schuld ist dabei aber nicht allein Frau Kopp zuzuweisen. Der Mangel an politischer Führung bei den Vorstehern des Departementes geht bis weit in die siebziger Jahre zurück. Auch der Gesamtbundesrat hat sich dem Urteil zu stellen, dass er in diesem Bereich seinem Führungsauftrag nicht nachgekommen ist. Aber richtigerweise wurde hier gesagt, selbst das Parlament müsse sich etwas ankreiden lassen. Für mich ist auf jeden Fall nicht akzeptabel, dass Beamte mit anderen Ländern geheime Verträge abschliessen können, die weder der Departementschef noch der Gesamtbundesrat je gesehen, geschweige denn genehmigt haben. Im weiteren ist gemäss Puk und Bundespräsident Koller bei der Arbeit im Staatsschutz Dilettantismus im Spiel. Dies ist für mich ein gravierender, ein ernst zu nehmender Vorwurf. Was ist zu tun? Von mir aus gesehen zwei Dinge: 1. Der Staatsschutz muss erhalten bleiben. Er muss allerdings reorganisiert werden. Der Staatsschutz ist trotz der heutigen Vertrauenskrise notwendig. Die Bekämpfung des Terrorismus ist und bleibt nötig. Die Bekämpfung des internationalen und organisierten Verbrechens ist und bleibt nötiger denn je, und schliesslich ist die Bekämpfung der wirtschaftlichen Spionage für unser Land unumgänglich. 2. Das Parlament muss handeln. Wir müssen wirksame Kontrollmechanismen einführen. Die Puk hat hier wohlüberlegte Vorschläge gemacht, welche einerseits dem Staatsschutz den nötigen Handlungsspielraum belassen, andererseits aber auch den demokratischen Gepflogenheiten entsprechen und eine demokratische Kontrolle ermöglichen. Für mich ist es unverständlich, dass der Bundesrat nicht alle Puk-Anträge voll übernehmen will. Andererseits stimmt mich auch die Erklärung der grünen Fraktion nachdenklich. In einem Rundumschlag wird zum Beispiel gesagt, unser Staat sei korrupt,

und es wird vom Niedergang der Demokratie gesprochen. Diese Uebertreibungen führen zu einer bewusst oder unbewusst gesteuerten Polarisierung im politischen Leben. In der Politik und in unserem Staat geschehen Fehler, aber es ist nicht alles korrupt. Das müsste ich persönlich zurückweisen. Es ist unsere Aufgabe, Vertrauen zu scharfen und Lösungen zu suchen, diese Lösungen in die Tat umzusetzen und auch zu kontrollieren. Dazu ist der Puk-Bericht meines Erachtens eine sehr seriöse Grundlage. Bundi: In meinem Votum nehme ich Bezug zum Problemkreis Gewährung von Aufenthaltsbewilligungen an reiche Ausländer, Abschluss von pauschalen Steuerabkommen und damit zusammenhängenden Möglichkeiten zur Umgehung der Lex Furgler. Der Puk-Bericht hat auf diesen Gebieten eine Reihe von Mängeln zu Tage gefördert. Sie betreffen zum Teil das Oberaufsichtsrecht des Bundes, konkret des Bundesamtes für Ausländerfragen, zum Teil eine nicht mehr tragbare Praxis von verschiedenen Kantonen. Wenn ich diese drei Bereiche nenne, so möchte ich doch darauf hinweisen, dass die darin festgestellten Mängel natürlich bereits in die Zeiten früherer Bundesräte zurückreichen und nicht einfach in die Amtszeit von Bundesrätin Kopp. Gemäss heute geltendem Recht hat das Bundesamt für Ausländerfragen die Zustimmung zu einer erstmaligen Aufenthaltsbewilligung und zur Verlängerung zu verweigern, wenn gegen den Ausländer etwas Nachteiliges vorliegt, oder es hat eine Verlängerung abzulehnen, wenn der Ausländer den Mittelpunkt seiner Lebensverhältnisse nicht in der Schweiz hat. Der Puk-Bericht weist auf Beispiele hin, wonach das Bundesamt zum Teil seine Pflicht zur Intervention und Verweigerung nicht wahrgenommen hat. Es wird aber besonders auch hingewiesen auf die Praxis verschiedener Kantone, und in dieser Hinsicht muss man sagen, dass es natürlich überhaupt nicht befriedigen kann, wenn Chefs von kantonalen Fremdenpolizeidiensten nach wiederholter Untersuchung bemerken, es sei ihnen nicht möglich, eindeutig zu sagen, ob der betreffende Ausländer den Mittelpunkt seiner Lebensverhältnisse in der Schweiz habe oder im Ausland. Von der Möglichkeit der Pauschalbesteuerung von Ausländern machen heute 16 Kantone Gebrauch. Sie tun das im Rahmen des interkantonalen Konkordates über den Ausschluss von Steuerabkommen vom 10. Dezember 1948. Dieses Konkordat möchte also verhindern, dass Steuerabkommen abgeschlossen werden. Gleichzeitig erlaubt es aber Ausnahmen, die manchenorts geradezu zur Regel geworden sind. So können gesetzliche Steuererleichterungen an Ausländer eingeräumt werden, die erstmals in der Schweiz Wohnsitz nehmen und hier keine Erwerbstätigkeit ausüben. Der Puk-Bericht zeigt auch hier an mehreren Beispielen die negativen Aspekte auf. Er kritisiert die mangelhafte und zurückhaltende Art, in der das Justizdepartement gegenüber dem Ueberschreiten des Ermessenspielraumes durch die Kantone intervenierte und Einsprache erhob. Schon in der Debatte über die Interpellation von Nationalrat Oester 1986 - er hat es vorher in seinem Votum angetönt - wurde der Tatbestand angeprangert, dass in gewissen Kantonen Treuhänder und Anwälte als eigentliche Schlepper tätig sind, indem sie nicht zuletzt gegen recht hohe Geldbeträge für reiche Ausländer, meist Steuerflüchtlinge, Aufenthalts- und Niederlassungsbewilligungen beschaffen. Ein umstrittener Wohnsitz führt nicht selten, vor allem wenn er rein fiktiv oder dem Scheine nach besteht, auch zu Konflikten mit der Lex Furgler. Wenn bei nicht gültiger Niederlassungsbewilligung noch der Erwerb von Grundeigentum dazu kommt, liegt eine Verletzung des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland vor. Wir haben es also teilweise mit einer Kette von direkt oder indirekt zusammenhängenden Vergehen zu tun; die Puk hat insbesondere darauf hingewiesen, dass auch Drogenhandel und Geldschmuggel damit in Verbindung stehen können. So gesehen muss diese ganze

Problematik näher überprüft werden. Die sozialdemokratische Fraktion hat darum ein Postulat ein- gereicht und bittet, dass diese Angelegenheit gründlich unter- sucht wird und dass nötigenfalls auch die sich aufdrängenden Gesetzesrevisionen durchgeführt werden. Es ist höchstes

Événements survenus au DFJP 2006 N 6 décembre 1989 staatspolitisches Gebot, in dieser Materie gründlich Remedur zu schaffen. Frau Hafner Ursula: Ich möchte Ihnen zum Kapitel Sicher- heitsüberprüfungen einen Fall zur Kenntnis bringen, der zeigt, wie wichtig die Datenschutzbestimmungen sind, welche die Puk im Bereiche der Bundesanwaltschaft verlangt. Ein Bewohner meines Kantons arbeitete bei einem Grossun- ternehmen als Kundenbetreuer für Computerbetriebssy- steme. Als sein Vorgesetzter, welcher die Computer der Armee betreute, die Abteilung wechselte, wurde er für diese Betreu- ung vorgeschlagen. Zu den dazu notwendigen Sicherheits- überprüfungen erteilte er besten Gewissens seine Zustim- mung. Um so grösser war dann seine Ueberraschung, als ihm der Zutritt zu den entsprechenden Anlagen der Armee ver- weigert wurde. Eine Begründung dafür erhielt er nicht. Er brachte die Ablehnung vor allem damit in Verbindung, dass er Jurassier ist und sich im Vorfeld der Abstimmung über die Schaffung eines Kantons Jura in Leserbriefen als Separatist hervorgetan hatte. Im Moment der Sicherheitsüberprüfung war die Unabhängigkeit des Juras allerdings seit sechs Jah- ren vom Volk sanktioniert. Aber der Puk-Bericht macht ja deut- lich, dass die Bundesanwaltschaft es unterlässt, überholte Ak- ten zu vernichten. Der Betroffene wurde in seiner Vermutung dadurch bestärkt, dass ihm schon bei einer früheren Dienstleistung ein militäri- scher Vorgesetzter mit Misstrauen begegnete, als er erfuhr, dass er Jurassier sei. Jedenfalls wurde ihm nun also ohne Be- gründung mitgeteilt, die Sicherheitsüberprüfung habe zu ei- nem negativen Ergebnis geführt. Der Betroffene schrieb mir: «Trotzdem half ich in der Zeit, bis ein 'guter Schweizer' so weit ausgebildet war, dass er die Be- treuung der Computer übernehmen konnte, unter besonde- ren Sicherheitsvorkehrungen aus.» Er erklärte mir dazu münd- lich, er habe ein Jahr lang in einer Baracke neben dem Bunker, zu dem er keinen Zutritt hatte, die Computer der Armee betreut und seinen Nachfolger in die Arbeit eingeführt. Es ist unglaublich, wie willkürlich mit der sogenannten Staats- sicherheit umgegangen wird. Entweder ist ein Mann ein Si- cherheitsrisiko, und dann ist es fahrlässig, ihm die Betreuung von Armeecomputern und ihren geheimen Daten ein ganzes Jahr lang zu überlassen; oder er ist eben kein Sicherheitsri- siko, und dann geht es nicht an, dass man ihn in seiner berufli- chen Karriere behindert. Der Betroffene schrieb mir dazu weiter: «In der Folge wuchs in mir aber eine Wut auf die Armee, was dadurch bestärkt wurde, dass nach obigem Entscheid mein Weiterkommen in der Firma abrupt beendet wurde, was ich verstehen kann, denn auch ich würde als Lieferant der Armee einen Arbeitnehmer nicht in verantwortungsvolle Positionen befördern, der von der Armee als potentieller Landesverräter qualifiziert wurde. Ich wollte keinen Militärdienst mehr leisten, bis ich zumindest er- fahren hätte, warum genau ich abgelehnt wurde.» Er rückte also nicht in den nächsten Ergänzungskurs ein. In der darauf- folgenden Untersuchung erhielt auch der militärische Unter- suchungsrichter keine Akteneinsicht. Der Betroffene verlangte eine Unterredung mit dem Chef der Bundespolizei. Die Aussagen von Herrn Huber nennt er einen Cocktail von Informationen aus Daten, die über seine Person gesammelt worden waren. Einige der Daten waren richtig, an- dere wurden ihm vorenthalten, wieder andere waren falsch. Der Hauptvorwurf war eine sogenannte Aktion «Giro blau», ein Aufruf, nicht die vorcodierten Einzahlungsscheine zu benut- zen, um die Bürokratie in Bewegung zu halten. Der Betroffene beteuerte mir, er habe nie etwas mit einer solchen Aktion zu tun gehabt. Laut Puk wurde der Wahrheitsgehalt

zahlreicher Informationen nicht überprüft; oft wurden aus unsicheren Quellen stammende Informationen zu einem späteren Zeitpunkt als Tatsachen dargestellt. Ich bin geneigt zu glauben, dass auch im vorliegenden Fall durch die Weitergabe falscher Daten ein Mann in seinen Persönlichkeitsrechten verletzt wurde. Lassen Sie mich diesen Mann ein letztes Mal zu Wort kommen: «Ich möchte nicht unbedingt als Dienstverweigerer dastehen. Ich hätte noch sechs Wochen EK zu leisten. Ich stehe zum Recht jeder Gemeinschaft, sich zu verteidigen. Dieses Recht hat für mich aber auch das Individuum. Für mich ist es untragbar, dass in einem Staat wie der Schweiz Datensammlungen über Personen angelegt werden und Betroffenen mit der dubiosen Begründung 'Staatsicherheit' die Einsicht und damit auch Korrekturmöglichkeiten verweigert werden.» So viel aus seinem Brief vom Januar 1989. Ich verlange, dass diesem Mann und allen anderen Betroffenen Einsicht in ihre Akten gewährt wird und dass die Akten darauf vernichtet werden. Da im geschilderten Fall dem Betroffenen die Einsicht und das Recht zur Berichtigung verweigert wurde, rückte er auch nicht in den folgenden EK ein. Dafür wurde er zu zwei Monaten Gefängnis verurteilt. Die Schuld für sein getrübtetes Verhältnis zur Armee tragen aber zum grössten Teil die Leute, die ihn mit ihrer willkürlichen Auffassung von Staatsicherheit in seiner Ehre gekränkt, in seinen Persönlichkeitsrechten verletzt und in seiner beruflichen Karriere behindert haben. Ich erwarte deshalb auch, dass ihm Gerechtigkeit widerfährt und dass das gegen ihn gefällte Urteil revidiert wird. Die SP-Fraktion verlangt in einer Motion, dass alle Personen, welchen durch Verwendung von Daten der politischen Polizei wirtschaftliche oder andere Nachteile erwachsen sind, unabhängig von Verjährungsfristen Anspruch auf Wiedergutmachung haben. Nussbaumer: Die staatspolitische Dimension dieses vorzüglichen Berichtes darf nicht wegen der wichtigen Fragen des Datenschutzes untergehen. Dem Kapitel Geldwäscherei kann entnommen werden, dass man einem Staat auch Schaden zufügen kann durch Unterlassung des Guten oder durch stille Duldung des Bösen. Als 1985 erstmals von einem Angehörigen der Pizza-Connection ausgesagt wurde, Mohamed Shakarchi habe Drogengel der entgegengenommen, unterblieben weitergehende Abklärungen. Wer hat da die Behörden handlungsunfähig gemacht? Trotz dem Willen der Sachbearbeiter für Zentralstellen Dienste von Bund und Kanton, aktiv zu werden, schritten weder der Bundesanwalt noch die Strafverfolgungsbehörden des Kantons ein. Wer hemmte da den Eingriff des Rechtsstaates? Die Puk schreibt in Kapitel 4 Abschnitt 7: «Die enge Beziehung einzelner Beamten zu Shakarchi und die zahlreichen Interventionen zu dessen Gunsten lassen den Schluss zu, es habe wenig Interesse bestanden, die Vorwürfe abzuklären. Offenbar blieb alles untätig, weil der Name des Hans W. Kopp in Handelsregistern auftauchte.» Für mich steht fest: Hans W. Kopp brachte auf undurchsichtige Art die Behörden zu lethargischer Untätigkeit. Sein raffiniertes Vorgehen wurde durch die Visageschichte, durch willfähige Flughafenpolizeichefs und durch die Schaffung spezieller Abfertigungskanäle für Geldkuriere erleichtert. Alle machte er sich wohlgesinnt. Niemand behinderte ihn. Wer Geld bringt, ist willkommen und beliebt. Hans W. Kopp wurde in Bankenkreisen bewundert. Erst die fortschreitende Gesetzgebung über die Geldwäscherei vermochte aufzuschrecken. Im Postulat 1 wird richtigerweise verlangt, das Schwergewicht der Bekämpfung des Drogenhandels sei auf die Ebene der Finanzierung zu verlagern. Ich sage es deutlich: Alle, welche an verantwortlicher Stelle gestanden haben und Hans W. Kopp gewähren Hessen, haben dem Ansehen der Schweiz grossen Schaden zugefügt. Sie haben sich zudem der passiven Duldung korruptionsähnlicher Handlungen schuldig gemacht. Wäre Elisabeth Kopp eine Solothurner Freisinnige gewesen, hätte die Parteileitung schon bei deren Wahl mit diesem ungleichen

Paar «zu Boden gestellt». Der FDP-Leitung des Kantons Zürich und den darin vertretenen eidgenössischen Parlamentariern kann der Vorwurf nicht erspart werden, sie hätten ihre staatspolitische Verantwortung gegenüber dem Staat und gegenüber ihrer Bundesrätin nicht voll wahrgenommen. Reimann Fritz: Ich möchte den Mitgliedern, den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der Puk gratulieren und danken für ihren Bericht und ihre seriöse Arbeit. Wenn man bedenkt, dass sich die Kommission ausschliesslich aus Vertreterinnen und Ver-

6. Dezember 1989 N 2007 Vorkommnisse im EJPD tretern eines Milizparlamentes zusammensetzt, ist es erstaunlich, in welcher kurzen Zeit sie uns dieses Werk vorlegt. Der Bericht ist sowohl in seinem systematischen Aufbau wie in seiner rhetorischen Abfassung ein Meisterwerk. Er ist so geschrieben, dass er auch von Mitbürgerinnen und Mitbürgern ohne akademische Bildung gelesen und verstanden werden kann. Auch die sachliche Darstellung in den Medien ist bei der Bevölkerung gut angekommen. Ich glaube, die Art und Weise, wie der Fall Kopp durch die Puk behandelt wurde, kann dazu beitragen, das Vertrauen unserer Mitbürgerinnen und Mitbürger in die parlamentarischen Institutionen zu stärken. Wieweit dies der Fall sein wird, hängt weitgehend davon ab, wie wir mit diesem Bericht umgehen, wie wir die Schlussfolgerungen der Untersuchungskommission werten und wieweit wir diesen nachleben. Wenn ich sage wir, dann meine ich sowohl das Parlament wie auch den Bundesrat. Beim richtigen Durchlesen des Berichtes findet man bestätigt, was viele von uns immer wieder zum Ausdruck brachten: Es geht nicht einfach um Verfehlungen einzelner Personen und Amtsinhaber. Es geht vielmehr um ein Umfeld, in dem sich eine Mentalität breit machen konnte, die solche Verfehlungen fördert. Es ist eine Denkart, mit der versucht wird, Geldwäsche und Steuerhinterziehung als Gentleman-Delikte abzutun. Falschgeld wird am Bankschalter mit einer höflichen Entschuldigung zurückgegeben, wenn nur die Geldsumme hoch genug ist. Der Bankdirektor kann das in aller Öffentlichkeit am Bildschirm bestätigen, als ob es sich dabei um die alltäglichste Selbstverständlichkeit handeln würde. Wir sollten uns nicht wundern, wenn Mitbürgerinnen und Mitbürger, die jeden Tag ihrer Arbeit nachgehen und ihren Lebensunterhalt ehrlich verdienen, uns die Frage stellen, ob man sie eigentlich für dumm verkaufen wolle. Ich glaube deshalb, das Parlament hat richtig gehandelt, als es feststellte, dass dringender Verdacht besteht, dass ein Mitglied der Landesregierung mit diesem Umfeld in Beziehung gebracht wird. Das Resultat der Puk-Tätigkeit gibt uns Gelegenheit, unsere Situation neu zu überdenken und die notwendigen Massnahmen zu treffen. Enttäuscht hat mich allerdings der Kommentar des Bundesrates vom 24. November zum Puk-Bericht: «Die von der Puk festgestellten Fehler stehen in keinem Verhältnis zu den Vorwürfen, die zur Einsetzung der Puk beigetragen haben.» Ich möchte deshalb dem Bundesrat folgende Frage stellen: 1. Ist der Bundesrat wirklich der Meinung, es habe kein Anlass bestanden, die Puk einzusetzen? 2. Verdienen nach Meinung des Bundesrates die Vorwürfe, die sich in der Puk-Untersuchung erhärtet haben, das Prädikat «schwerwiegend» nicht? 3. Ist es nicht etwas voreilig, wenn der Bundesrat kurz nach dem Erscheinen des Puk-Berichtes erklärt, es seien keine personellen Konsequenzen zu ziehen? Als Nebenprodukt der Puk-Tätigkeit wurde auch das Wirken der Bundespolizei beleuchtet. Dem Bericht ist zu entnehmen, dass schwere Verdachtsfälle unter dem Vorwand der Personalknappheit nicht weiterverfolgt wurden, während man genügend Zeit aufbrachte, um Tausende von unbescholtenen Bürgerinnen und Bürgern zu registrieren und zu observieren, nach dem Grundsatz: Die Kleinen hängt man auf, die Grossen lässt man laufen. Herr Bundesrat, wir alle hoffen und wünschen und fordern Sie auf, alles zu unternehmen, um diesen schweren Vorwurf von einer Bundesinstitution abzuwenden. Es

besteht jedoch die Gefahr und der Verdacht, dass die Situation in einzelnen Kantonen nicht anders ist. Ich frage Sie deshalb, Herr Bundesrat: Ist der Bundesrat bereit und hat er die Möglichkeit, auf die Kantone einzuwirken, damit entsprechende kantonale Nachrichtendienste unter die Lupe genommen werden?

Pini: Un anno fa, di questi tempi grigi di novembre, si scopriva lentamente il coperchio di un pentolone i cui vapori tutt'ora ancora aleggiano e riempiono in maniera preoccupante la sala dei nostri dibattiti. Avevo per primo denunciato all'att. del procuratore della Confederazione e del Consiglio federale delle pratiche che ritenevo scorrette da parte della polizia federale abituata, come lo conferma questo eccellente rapporto, a confondere la sicurezza dello Stato con l'esercizio di «questurinaggio» di quarto ordine. Allora quella mia denuncia sollevò critiche, e anche dileggi, nei miei confronti. Oggi, tristemente, devo constatare che le mie preoccupazioni erano inferiori rispetto a quanto è emerso nel rapporto della commissione d'inchiesta parlamentare. Cito a pagina 232 - «Apprezzamento generale» - questa considerazione: «Il nostro stato non si definisce unicamente attraverso le sue frontiere territoriali, ma esso fonda la sua legittimità su delle libertà individuali di cui ne è il garante per ogni cittadino e per ogni cittadino. Questi diritti fondamentali sono stati messi in pericolo a causa della debolezza della direzione e della gestione in seno al ministero pubblico federale e dei cattivi orientamenti nell'esecuzione dei compiti generali di polizia. Sono emerse delle minacce malamente valutate e in parte superate unitamente ad una <colletta> di dati insufficienti dei quali, oltretutto, se ne è fatto un uso scorretto» Per chi ha l'onore di rivolgere a voi le proprie considerazioni, ritengo sufficiente questa citazione a pagina 232 del rapporto che vi ho tradotto, per accendere tutta la nostra preoccupata attenzione e tutta la nostra collaborazione d'intenti con il Consiglio degli Stati e, assieme con il Consiglio federale, per ridare non solo fiducia all'esterno, ma per ridare qualità e correttezza operativa ai compiti del Ministero pubblico della Confederazione da una parte e della polizia federale dall'altra. A giusta ragione il rapporto chiede che il controllo su questa «scatola chiusa», su questo «ministero chiuso» che tale lo fu e lo è nel quadro del Dipartimento di giustizia e polizia, abbia ad essere sostenuto anche dalla vigilanza istituzionalizzata del parlamento. Condivido questa conclusione ed a me sembra di poter dire, ricordandomi e ricordando a voi la scuola latina che è stata quella dei grandi parlamentari italiani, delle repubbliche che hanno preceduto l'avvento del fascismo, allorquando si faceva un rimpasto ministeriale o quando una crisi di governo interveniva, la sensibilità era quella di tutti i ministri - non è il caso nostro - e di tutti i dirigenti del settore colpito dal rimpasto ministeriale - è il nostro caso - di rimettere a disposizione dell'autorità governativa il loro rispettivo mandato. Era costume di sensibilità politica e istituzionale. Non si tratta di dare la caccia alle teste dei presunti responsabili in seno al ministero della Confederazione - già il procuratore è partito - o in seno alla polizia federale - il capo rimane! -. Voglio unicamente dire che tale sensibilità vorrebbe che i responsabili dei settori che sono stati al centro di critiche dirette e gravi da parte della commissione, mettessero a disposizione il loro mandato per permettere al governo di riprendere la priorità e il primato della sua competenza, senza alcun ostacolo nel procedere in questa salutare revisione.

Portmann: Staatsschutz ist Verfassungsschutz. Verfassungsschutz ist in unserem Land Bürgerrechtsschutz. Unsere Untersuchungskommission meint, die Bundespolizei betreibe den Staatsschutz in einem Minenfeld. Auf der einen Seite müsse sie die Sicherheit unserer Staatsgemeinschaft schützen und auf der anderen Seite die Freiheit des Bürgers vor unserem Staat. Der Widerspruch springt in die Augen, aber die Demokratie wird diesen Widerspruch nicht los. Kommt es zum Konflikt, haben wir zuerst die Gemeinschaft zu schützen und dann die

Freiheit des Einzelnen. Diese sinnvolle Hierarchie der Werte dürfen wir nicht stürzen. Einige ehrenwerte Mitbürger meinen, das, was unsere politische Polizei zum Schütze unserer Staatsgemeinschaft betreibt, sei grundsätzlich Schnüffelei. Sie sagen, wenn die DDR den Staatssicherheitsdienst abschaffe, könnten auch wir unsere politische Polizei auflösen. Das ist zu kurz gedacht, und der Vergleich ist verquer. Die Abklärung über Personen ist bei uns nicht zur allgegenwärtigen Kontrolle der Bürger verkommen. Uns dienen 90 Beamte. Die DDR hält sich 15 000 hauptamtliche Staatssicherheitsdienstler und 150 000 Informanten. Diese haben mit 900 Mitarbeitern der Residentur des sowjeti-

Evénements survenus au DFJP 2008 N 6 décembre 1989 sehen Staatssicherheitsdienstes zusammenzuarbeiten. Die politische Polizei sichert bei uns keine Macht und schaltet keine Opposition aus. Wenn die ostdeutsche Schriftstellerin Christa Wolf vor einem Monat auf dem Berliner Alexanderplatz gerufen hat: «Rechtssicherheit spart Staatssicherheit», dann verlangte sie nach dem Rechtsstaat, nach seiner Rechtssicherheit. Wir haben beides, solange wir es schützen. Unseren Staatsschutz abzuschaffen, wäre kein Akt politischer Klugheit. Schon die Ueberzeichnung seiner Fehler ist bedenkliche Unsorgfalt. Unsere Kommission erklärt, im Staat, in dem das Volk regiere, müsse der Bürger jede öffentliche Tätigkeit durchschauen können. Er müsse die Gewissheit haben, dass Führung und Kontrolle vorhanden seien. Nur das schaffe Vertrauen und Sicherheit. Das ist der Punkt: Transparenz, Führung und Kontrolle der politischen Polizei. Das kann aber nicht heissen, auf die Vertraulichkeit zu verzichten. Auf sie ist auch die offene Gesellschaft angewiesen. Kontrolle durch das Parlament ist aber angebracht. Die schwerwiegenden Mängel, die unsere Kommission bei der politischen Polizei ausgemacht hat, haben sich nicht wegen der Vertraulichkeit eingestellt. Die Mannschaft war führungs- und kompetenzlos. In unserem föderalistischen Staat wird die politische Polizei auch von den Kantonen geführt. Vor zehn Jahren haben wir eine Straffung über eine Bundessicherheitspolizei versucht. Wir scheiterten am Misstrauen unserer Mitbürger. So, wie das international organisierte Verbrechen unser Land heute missbraucht, haben wir uns diese Straffung noch einmal zu überlegen, denn wir brauchen nicht weniger Staatsschutz, sondern wirksameren Staatsschutz - als Bürger-schutz. Sager: Der Bundespolizei, die mit wenig Personal und bescheidenen Mitteln arbeiten muss und für ihre Wirksamkeit auch internationales Lob geerntet hat, werden jetzt Vorwürfe gemacht. Die Aufgabe der Bundespolizei ist der Schutz unseres Staates vor äusseren und inneren Gefahren, und zwar im Bereiche terroristischer Umtriebe, politischer Gefährdungen, des organisierten Verbrechens, der Drogenbekämpfung, um nur einige wenige zu nennen. Weil es dabei um das frühzeitige Erkennen und um die Bekämpfung von Vorkehrungen geht, die auf widerrechtliche Aenderung unseres Rechtsstaates mit Gewalt und ohne Einhaltung der demokratischen Mittel zielen, ist die Bundespolizei auf Prävention ausgerichtet. Dies richtig erkannt zu haben, ist eines der Verdienste der Parlamentarischen Untersuchungskommission. Diese präventive Aufgabe der Bundespolizei bedeutet, dass sie sich in einer Grauzone bewegen muss, dass sie sich auf Informationen über Personen, Organisationen und Vorkommnisse stützen können, auch wenn kein strafrechtlich relevantes Verhalten vorliegt. Dass dies eine heikle Aufgabe ist und auch Fragen des Datenschutzes aufwirft, versteht sich. Hier ist eine Güterabwägung nötig. Sind die Persönlichkeitsrechte des Individuums höher zu bewerten als der Schutz unseres demokratischen Rechtsstaates, der uns allein in unseren individuellen Freiheitsrechten zu schützen vermag? Der Puk-Bericht verlangt einerseits, dass die Bundespolizei Informationen sammelt, die natürlicherweise ihren Niederschlag in den Personaldaten finden. Andererseits sollen diese Personaldaten beschränkt einsichtig

gemacht werden. Das aber würde verhindern, dass künftig Informationen noch frei fließen und breit gesammelt werden. Das würde den Staatsschutz entscheidend schwächen. So würde die Aufgabe der Bundespolizei auf das Sammeln strafrechtlich relevanter Daten beschränkt. Sie könnte dann nur noch gerichtspolizeiliche Funktionen wahrnehmen, und damit fiel ein Pfeiler unseres Staatsschutzes, nämlich die Prävention. Die Bundespolizei muss deshalb weiterhin detaillierte, auf den ersten Blick sogar unwichtige Informationen sammeln können, denn weil sie präventiv zu arbeiten hat, kann sie nicht zum Voraus beurteilen, ob sich eine Information zu einem späteren Zeitpunkt als nützlich oder gar strafrechtlich relevant erweisen kann. Die Frage ist daher nicht, welche und wieviel Information die Bundespolizei sammelt, sondern wie und warum diese verwendet wird. Bundespräsident Koller hat versprochen, hier mit seiner Reorganisation anzusetzen, und das ist richtig. Ich würde mich wohler fühlen, wenn wir ihm mit dieser Bitte, die wir ihm mitgeben, auch noch zu jedem Arbeitstag zehn weitere Arbeitsstunden schenken könnten. Problematisch ist der Vorwurf der Puk, dass keine genauen Anweisungen bezüglich der konkreten Informationsbeschaffung über Personen und Organisationen vorliegen. Dieser Vorwurf beruht vielleicht auf einer ungenauen Kenntnis des Staatsschutzes in einem neutralen und föderalistischen Land. Zum einen sind Meldungen aus dem Felde nötig, um überhaupt Weisungen erteilen zu können, zum anderen sind solche Direktiven zweischneidig, denn wenn sie nicht geheim bleiben, können sie unsere Regierung belasten. Schliesslich zeigt die Praxis, dass Weisungen problematisch sind. Sie binden der Bundespolizei die Hände und lassen sie nicht mehr flexibel genug auf Veränderungen reagieren. In der Regel haben die Polizeiorgane von Bund und Kantonen gut gearbeitet. Ausnahmsweise sind Fehler vorgekommen. Auf einen Polizisten, der einmal versagt hat, kommen wahrscheinlich deren fünfzig, die unter Opfern Hervorragendes geleistet haben. Wenn nur fehlerfreie Kritiker Steine werfen dürften, müsste wohl jeder Steinwurf unterbleiben. Der Politologe Carl J. Friedrich äussert sich in seinem Buch «Pathologie der Politik» so zur Korruption: «Jede korrumpierende Tätigkeit ist zugleich auch ein verräterischer Akt.» Doch fügt er bei: «Wie andere utopische Vorhaben würde auch der Versuch, sie verschwinden zu lassen, die politische Ordnung zerstören und eine autokratische Ordnung entstehen lassen, die wahrscheinlich korrupter wäre als die, an deren Stelle sie getreten ist, und zwar aufgrund der Regel, dass die Korruption mit der Starrheit und Autokratie einer solchen Ordnung zunimmt.» M. Borei: Le rapport de la CEP ne révèle pas le scandale du siècle, mais ce qu'il contient a cependant de quoi nous consoler pour le passé et nous inquiéter pour le présent et le futur. Il ne s'agit pas, comme certains le disent déjà ouvertement aujourd'hui, d'utiliser le débat de ces prochains jours pour tourner définitivement la page. Il s'agit bien au contraire de constater que le Parlement et le Conseil fédéral n'ont pas été assez vigilants par le passé et d'en déduire que ce rapport de la CEP doit rester ouvert et nous rappeler, Parlement et gouvernement, de rester vigilants en permanence. Mais nous devons disposer des moyens de cette vigilance. Je reste en effet inquiet car il subsiste un climat quia permis que l'extrémisme de droite ne soit pas considéré comme une menace pour notre Etat de droit, qui a permis que le fait de faire partie de la puissance de l'argent garantisse une immunité, partielle en tout cas, et surtout que la première priorité ne soit pas accordée à la lutte contre le trafic international de la drogue ou le trafic d'armes et d'argent sale qui lui est lié. Prenons l'exemple de Mme Elisabeth Kopp. Elle persiste et signe dans sa protestation d'innocence. L'épais document constitué par ses avocats que nous avons trouvé sur nos pupitres ce matin en est la dernière illustration. Bien sûr, elle est traitée désormais par le monde politique en brebis galeuse,

mais ne subsiste-t-il pas de nombreux politiciens qui regrettent intérieurement que cette affaire ait éclaté et qu'elle n'ait pu être étouffée? Je voudrais être persuadé du contraire. Je ne peux que constater que certains parlementaires cherchent à minimiser l'affaire. Prenons l'exemple de M. Gerber, lorsqu'il était procureur. Une lecture superficielle du rapport de la CEP pourrait simplement amener à penser qu'il n'était pas l'homme juste à la juste place, mais l'asymétrie de son comportement dans les affaires Novosti et Kopp donne un autre éclairage. Dans le cas Novosti, qui s'est ensuite révélé être une baudruche, le Ministère public a réagi avec une extrême vigueur, à la suite de la fuite provenant de l'administration: prise d'empreintes digitales, information immédiate du Conseil fédéral, information régulière par la suite, etc. Dans l'affaire Kopp, en revanche, on tergiverse, on ne prend des mesures que lorsque tout est devenu

6. Dezember 1989 2009 Vorkommnisse im EJPD public, on renonce à informer le Conseil fédéral. M. Gerber était peut-être manchot, mais il ne l'était pas du bras droit. Je voudrais croire "qu'il n'en va pas de même de ce corps important de notre Etat qu'est le Ministère public. Prenons maintenant l'exemple de M. Gerber aujourd'hui, qui persiste à affirmer, dans ses interviews, que les extrémistes de droite ne représentent pas une menace pour notre Etat de droit. Cet aveuglement incite à se poser la question suivante: M. Gerber n'est-il pas un extrémiste de droite de salon? Je voudrais croire qu'il n'en va pas de même de ce corps important de notre Etat qu'est le Ministère public, car si le procureur est parti, le Ministère public subsiste. J'approuve les modifications de structure proposées par la CEP, mais il nous faudra aussi et surtout changer l'état d'esprit qui règne dans le Ministère public qui était un Etat dans l'Etat; le Conseil fédéral a toléré cet état de fait. Les chefs de département successifs ont toléré, voire défendu, ce statut d'Etat dans l'Etat. Il faudra beaucoup d'énergie à M. Koller, conseiller fédéral, et à ses successeurs pour que le Ministère public reprenne sa juste place et y demeure. Il en va également de la responsabilité de l'Assemblée fédérale. L'initiative parlementaire que nous propose la CEP va dans la bonne direction et devrait permettre à un Parlement responsable de ramener le Ministère public dans la bonne voie et de l'y maintenir. C'est l'état d'esprit qui règne au sein de ce corps qui doit être modifié. Je reste inquiet et j'espère que vous êtes nombreux à l'être aussi car cela nous permettra de rester vigilants. Dietrich: Wenn in unserem Land Missstände, Missbräuche zum Vorschein kommen, so laufen die Reaktionen mit grosser Regelmässigkeit in zwei Phasen ab. Phase eins: Es wird geflücht, es wird «ausgerufen». Phase zwei: Es müssen Sündenböcke her. Einmal mehr erleben wir diesen Phasenablauf nach Veröffentlichung des Berichtes. Es wird laut, entrüstet nach Oeffnung von Archiven, Karteien gerufen, und die Jagd auf Beamte ist eröffnet. Das Grüne Bündnis versteigt sich sogar so weit, den Rücktritt von Bundesrat Koller zu fordern, was ich persönlich als stil- und geschmacklos empfinde. Die Antwort hat dieser Rat heute morgen - Gott sei Dank - gegeben. Bundesrat Koller hat ein Departement angetreten, in dem die Stimmung vor einem Jahr recht mies war. In der Stadt Bern wohnend, habe ich freundschaftlichen Umgang mit einigen Beamten des Justiz- und Polizeidepartements und weiss, unter welchem ungeheuren psychologischen Druck Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des EJPD seit einem Jahr standen und heute noch stehen. Sie tun ihre Arbeit, und die allermeisten tun sie gut, ja ausgezeichnet. Es gibt zahlreiche Kaeslins in diesem Departement. Dafür gebührt diesen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern unser Dank und unsere Anerkennung. Wir sind dankbar zu wissen, dass ihr Chef ihnen das Nobelste geben kann, was ein Chef geben kann, nämlich Schutz und Anerkennung. Ich habe von zwei Phasen gesprochen, Phase des «Ausrufens», Phase der Jagd auf Sündenböcke. Es ist der parlamentarischen Kommission hoch anzurechnen, dass sie die

dritte Phase einleitet, nämlich die Phase des konkreten Handelns, wie wir es besser tun können, und dies in seltener Einstimmigkeit. Im Sinne des «Niemals vergessen» habe ich immerhin beim Vorschlag, es sei zu prüfen, ob eine Zentralstelle zur Bekämpfung des organisierten Verbrechens einzuführen sei, an die Diskussionen gedacht, die sich seinerzeit um die Busipo drehten. Vielleicht müssen wir die Haltung von damals überdenken, und alle, die sich damals dermassen vehement darauf eingeschossen haben, sollten vielleicht auch dort über die Bücher gehen. Es ist unserem Staat aufgetragen, alles zu tun, um dem Land Freiheit, Sicherheit, Frieden, Gerechtigkeit zu erhalten und nach bestem Wissen und Können zu verwirklichen. Dass wir dabei diesen Staat schützen müssen vor Verbrechen, vor Kriegshandlungen, vor Terror, darin sind wir uns alle einig. Dabei werden wir nie darum herumkommen, mit den übrigen Freiheiten des einzelnen behutsam umzugehen und die Grenzen so zu setzen, wie sie eben zum Wohl des Ganzen gesetzt sein müssen. Ausserdem müssen wir seine Freiheit auch gegenüber dem Staat schützen. Das Problem ist wahrscheinlich uralt. In seinen Briefen hat sich Paulus vor 2000 Jahren ebenfalls mit der Problematik dieser Freiheiten auseinandergesetzt, und eigentlich möchte ich uns allen, jedermann an seinem Platz, einen Satz zu bedenken geben. Paulus hat gesagt: «Sehet zu, dass eure Freiheit nicht in Verruf gerate.» Fähr: Ich erlaube mir, obwohl schon sehr viel zur Bundespolitik gesagt worden ist, doch noch zwei, drei Bemerkungen zu machen: Das Recht auf Meinungsfreiheit sowie das Recht auf Handlungsfreiheit im Rahmen rechtlicher und gesellschaftlicher Normen ist ein Grundelement der liberalen Idee. Wird dieses Recht verletzt, so haben Liberale sensibel zu reagieren. Vorerst etwas Formelles: Ich glaube, Begriffe wie Staatsschutz und politische Polizei wecken negative Assoziationen. Vielleicht müsste man sich einmal überlegen, ob man diese beiden Begriffe nicht durch andere ersetzen sollte. In diesem Zusammenhang sind auch unpassende Vergleiche mit der DDR beiseite zu lassen. Zur Sache. Staatsschutz ist zweifellos notwendig. Herr Bundesrat Koller hat die Puk zitiert. Die Puk hat ausgezeichnet formuliert, wie Staatsschutz aussehen soll. Dem habe ich nichts beizufügen. Innenpolitische Kontrolltätigkeiten und Sicherheitsüberprüfungen haben sich aber - ich betone das nochmals, obwohl es bereits gesagt worden ist - auf diese durch die Puk genau definierten Bereiche zu beschränken. Das Ausüben demokratischer Rechte gehört zu unserem Staat und darf nicht kontrolliert werden. Persönlichkeitsschutz verbietet sachfremde Verwendung von Informationen, wofür Frau Ursula Hafner ein Beispiel angeführt hat. Staatsschutzorgane müssen sich davor hüten, sich lächerlich zu machen. Ostreisende muss man heute nicht mehr kontrollieren, das hat keinen Sinn. Wenn man sich lächerlich macht, läuft man nämlich Gefahr, an Bedeutung zu verlieren. Die Polizei hat vom Stimmbürger den Auftrag erhalten, für Recht und Ordnung zu sorgen. Die politische Polizei hat vom Bundesrat den Auftrag erhalten, Handlungen, die geeignet sind, die innere und äussere Sicherheit der Eidgenossenschaft zu gefährden, zu beobachten und zu verhüten. Das sind Aufträge des Gesetzgebers und der Exekutive. Die Polizei hat sich danach zu richten, und wenn sie sich danach richtet, darf man sie nicht «automatisch» kritisieren. Was will ich damit sagen? Man macht es sich ein bisschen zu einfach, wenn man gewisse Vorwürfe nur auf die Beamten oder auf die Polizei konzentriert. Die Probleme liegen etwas weiter oben. Damit möchte ich nicht sagen, dass ich gewisse Tätigkeiten billige. Aber auf einen Widerspruch möchte ich hinweisen. Herr Früh hat es, wenn ich mich nicht täusche, in seiner Erklärung angeführt. Die Geschäftsprüfungskommission dieses Rates hat 1988 im November, das war vor einem Jahr, mit aller Deutlichkeit festgehalten, was die politische Polizei macht. Sie hat die Fichen kontrolliert und geschrieben: «Dieses Vorgehen», eben all das, was die

politische Polizei macht, «erscheint der GPK zweckmässig, schafft jedoch unter heutigen Verhältnissen ei- nige Probleme.» Sie hat dann aufgeführt, wer alles kontrolliert sei, und sie sagt am Schluss, die Frage der Notwendigkeit die- ser Karteikarten falle mit der Frage nach der Konzeption des Auftrages unserer Bundespolizei zusammen; die Kommission habe sich nicht damit auseinandersetzen können, sie be- schränke sich daher auf das Anliegen, die Zahl der Karteikar- ten auf solche mit hinreichender Aktualität zu beschränken. Warum sage ich das? Aus einem Grund. Ich glaube, wir dürfen bei aller Kritik Verhältnismässigkeit nicht ausser acht lassen. Die Bundespolizei darf kein Staat im Staate sein. Kontrolle und Ueberprüfung sind notwendig, aber sie müssen der aktuellen Situation entsprechen. Der Bundesrat hat entsprechende Wei- sungen zu erteilen und die Bundespolizei schergewichtig gegen kriminelle Machenschaften einzusetzen. So haben wir

Événements survenus au DFJP 2010 N 6 décembre 1989 den Staatsschutz zu verstehen. Ich glaube, dann ist er sinnvoll und angemessen. Engler: Statt Korruption Dilettantismus, statt Unterwanderung Blindheit, statt bösem Willen Naivität, statt Staat im Staat Dun- kelkammer der Nation? Der Skandal ist ein anderer. Ein Skandal ist es doch, was wir gefunden haben. Daran än- dert auch nichts, dass vom persönlichen Verschulden, vom strafrechtlichen Verschulden nicht gesprochen werden kann. Die Ursachen lassen sich nicht einzelnen Personen zuordnen, und es wäre falsch, jetzt im Chef der Bundespolizei das schwarze Schaf zu suchen und den Sündenbock zu finden. Es sind Verantwortlichkeiten, die im institutionellen Bereich lie- gen, und wir alle haben die Verantwortung zu übernehmen und zu tragen: das Parlament, weil es sich mit einem mangeln- den Kontrollrecht begnügte und die Verwaltung gewähren liess; der Bundesrat als Kollegialbehörde, die einzelnen De- partementschefs. Sie trifft ebenfalls Verantwortung, weil sie zu- viel vertrauten, zuwenig kontrollierten, nicht mitarbeiteten und das Bedrohungsbild nicht regelmässig und konstant der ver- änderten Situation anpassten; der Bundesanwalt, weil er zur Informationsbeschaffung und Verarbeitung keine klaren Re- geln erliess und das Prinzip des Zufalls walten liess. Die Sach- bearbeiter an der Front waren sich selbst überlassen, konnten nach Gutdünken, nach eigenem Gesichtspunkt und Blick- winkel Informationen sammeln und speichern. Deshalb ent- hält die Datei Unwesentliches und Wesentliches, Verwerfli- ches und Belangloses, Ueberholtes und Brisantes, Richtiges und Falsches in einem wirren Gemisch, ohne klare Trennung. Dies ist zu verbessern. Die Schuld liegt auch nicht einfach, wie man vermuten könnte, bei der falschen Optik des Kalten Krieges. Ich möchte auch er- wännen, dass die Puk nicht eingesetzt wurde, um zu loben, und deshalb haben wir Fehler klar hervorgehoben und Vor- würfe gemacht. Dies ändert aber nichts daran, dass wir auch viele Bereiche fanden, wo wenig oder keine Fehler vorliegen. Wir haben Arbeitshypothesen mit Indizien zu bestätigen ver- sucht, jene Hypothesen, die in den Medien vorgeworfen wur- den: unsere Gesetzgebung werde von anderen Staaten be- stimmt; der Finanzplatz Schweiz werde bewusst zerstört; wir seien Spielball von ausländischen Diensten, die miteinander in Streit lebten; die Untätigkeit der Bundesanwaltschaft sei durch Erpressbarkeit belegt. Wir haben nach dem achten Bundesrat gesucht, nach dem Mann im Dunkeln, im Verborgenen, der die Fäden in den Hän- den hält. Wir haben nach dem grossen Plan der Korruption ge- fahndet. Fazit: In all diesen Bereichen haben wir nichts gefun- den. Dieser Misserfolg, und das darf hier auch gesagt werden, ist eigentlich das positivste Ergebnis vom Ganzen. Es bietet die Möglichkeit, die Vertrauenskrise zu überwinden, und verbie- tet, von Staatskrise zu sprechen. Was es anzuprangern gilt, was es zu verbessern gilt, liegt nicht im Bereich des Bewuss- ten, sondern im Bereich des Unbewussten; der Befund ist ei- gentlich nicht Bestechlichkeit,

sondern Leichtgläubigkeit. Die These der grossen Naivität, der Häufung von Fehlern aus Un- vermögen, sie hat sich bestätigt. Das Fazit ist klar, die Folgen haben wir zu ziehen, mit den Vorschlägen, die wir unterbreitet haben. Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen Le débat sur cet objet est interrompu Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr La séance est levée à 13 h 00

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Vorkommnisse im EJPD. Parlamentarische Untersuchungskommissionen Evénements survenus au DFJP. Commissions parlementaires d'enquête In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1989 Année Anno Band V Volume Volume Session Wintersession Session Session d'hiver Sessione Sessione invernale Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 07 Séance Seduta Geschäftsnummer 89.006 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 06.12.1989 - 09:00 Date Data Seite 1988-2010 Page Pagina Ref. No 20 018 055 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.